

RÉVOLUTION ou GUERRE

#18

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Mai 2021



Sommaire

Cours historique et responsabilités communistes

Situation internationale

Offensive du capitalisme américain et l'alternative « révolution ou guerre »

Luttes ouvrières en Argentine et au Canada :

Sabotage syndical de l'extension en Argentine (Émancipation – Nuevo Curso)

Débat au sein du camp prolétarien

Prise de position sur la plateforme du Courant Communiste International

Quel avenir pour la revue *1919* de la Tendance Communiste Internationaliste :

Publication de la Gauche communiste ou cheval de Troie du gauchisme ?

Contribution : « l'anti-capitalisme » gauchiste contre la classe ouvrière

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

4 dollars/3 euros

Sommaire

Cours historique et responsabilités communistes	1
Situation internationale	
Offensive du capitalisme américain et l'alternative « révolution ou guerre »	2
Lutttes ouvrières en Argentine et Canada :	
Sabotage syndical de l'extension en Argentine (Émancipation-Nuevo Curso)	8
Débat au sein du camp prolétarien	
Prise de position sur la plateforme du Courant Communiste International	11
Quel avenir pour la revue <i>1919</i> de la Tendence Communiste Internationaliste ?	
Publication de la Gauche communiste ou cheval de Troie du gauchisme ?	17
Contribution :	
« L'anti-capitalisme » gauchiste contre le prolétariat	19

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Cours historique et responsabilités communistes

« De quoi s'agit-il plus précisément ? De dégager l'opposition entre la guerre et la révolution, la bourgeoisie et le prolétariat ; mais de la dégager non abstraitement, avec une formule passe-partout, sinon d'un cours nouveau de situations, propre à la phase extrême de la décadence capitaliste, où le climat historique reste en permanence chargé d'électricité et où la bourgeoisie ne peut plus vivre sans maintenir un état de guerre, alors que le prolétariat ne peut pas être sans poser le problème de la révolution. » (Octobre #2, Tendances et contradictions de l'évolution capitaliste, mars 1938, revue de la Gauche dite italienne)

Biden le démocrate et, avec lui, l'ensemble de la bourgeoisie américaine ont engagé une contre-offensive généralisée. L'*America is back* de Biden ? Défendre à tout prix le *leadership* impérialiste américain contre l'aspiration de la Chine à devenir la puissance, elle aussi impérialiste, dominante. Subitement, et à l'occasion à la fois de la pandémie de covid-19 et de la venue au pouvoir d'une nouvelle équipe succédant à Trump, le cours des événements s'est brutalement accéléré. L'ampleur de la crise économique aujourd'hui exige de porter la défense des intérêts de chaque capital national sur le terrain de la confrontation impérialiste directe. Et cela de façon impérative et urgente. Nul ne peut y échapper. Et, tout comme en période de guerre, peu importe déficits, dettes, *orthodoxie* monétaire, surtout pour le capital américain disposant du dollar, la monnaie de réserve mondiale. Relancer l'économie de guerre pour gagner la course aux armements, avant de gagner la guerre elle-même. Les missiles nucléaires chinois et russes peuvent aussi frapper les États-Unis, rendant ainsi la possibilité de la guerre générale d'autant plus crédible. Que nul n'en doute : la bourgeoisie américaine n'hésitera pas à défendre sa domination impérialiste même au prix d'une guerre généralisée et nucléaire. Mais que nul n'en doute aussi, la Chine étranglée progressivement par la politique d'*endiguement* [containment] mise en place par le capital américain sera tentée d'anticiper sur l'asphyxie en se lançant dans un *Pearl Harbour* quelconque.

Biden le démocrate et la bourgeoisie américaine imposent donc leur partition et donnent le tempo au monde entier. Les ennemis sont désignés. Le résultat en est que l'ensemble du monde capitaliste est contraint de se positionner pour ou contre les *autocrates illibéraux* chinois et russes, pour ou contre les *démocraties occidentales*. Les thèmes idéologiques indispensables pour la guerre impérialiste généralisée se mettent en place. En pointant l'ennemi, l'Amérique bloque toute velléité européenne de *souveraineté autonome* – autonome des États-Unis – et contraignent ses principales puissances, y compris la France pourtant traditionnellement réticente, à *rentrer dans le rang* au sein de... l'OTAN.

Si elle devait se confirmer, cette polarisation entre Chine et Amérique aurait des conséquences, pour l'heure difficiles à définir précisément, sur la capacité du prolétariat international à s'opposer à la guerre et à s'engager dans la voie révolutionnaire. Les expériences historiques de ses fractions européennes, nord-améri-

caines et chinoise sont différentes. Pour s'en convaincre, il suffit de relever l'absence – à notre connaissance – de groupes communistes en Chine, seuls capables de matérialiser et d'exprimer l'indispensable *internationalisme prolétarien* pouvant faire hésiter la classe dominante et mobiliser le prolétariat efficacement.

L'état de dispersion et de faiblesse numérique des forces communistes internationales en dit long aussi sur la réalité du rapport de force actuel entre prolétariat international et capital mondial. Mais plus grave, les hésitations et les confusions politiques de ces forces, du camp prolétarien ou *parti en devenir*, sont elles-mêmes inquiétantes : hésitations pour œuvrer avec décision et sans sectarisme au regroupement réel, c'est-à-dire dans la clarté politique, des forces communistes internationales tendant à émerger ; confusions face à la situation historique et face aux campagnes et manœuvres idéologiques et politiques de la bourgeoisie – surtout celles portées par le gauchisme.

La fin des mesures sociales qui ont accompagné les confinements dans certains pays parmi les plus riches a déjà commencé. Inéluctablement, la colère existante et la combativité prolétariennes vont s'exprimer. Aussi désorienté et passif que puisse être le prolétariat pour le moment, la capacité des groupes communistes à s'orienter, et donc à avancer orientations et mots d'ordre politiques est, et sera, un élément et un facteur matériels des confrontations massives entre classes que crise et guerre précipitent. Rester fidèle aux principes communistes, c'est indispensable, ne suffira pas. Encore faut-il les *faire vivre*. Actualiser non pas les principes communistes qui sont invariants, mais leur déclinaison face aux questions d'aujourd'hui est un moment crucial de la lutte pour la constitution du parti politique du prolétariat. Établir un bilan critique des plateformes politiques datant des années 1970 et 1980 des principaux groupes de la Gauche communiste est aussi nécessaire à l'établissement de l'unité entre principes et tactique *du parti* pour la période qui s'ouvre.

L'ouragan pointe. La course de vitesse entre marche à la guerre et reprise des combats prolétariens est engagée. Le mot d'ordre *de parti* pour garder le cap ? Savoir *manœuvrer aux vents violents* qui gonflent, la tactique, tout en gardant les yeux fixés sur la boussole des principes communistes.

Révolution ou guerre, 4 mai 2021

Situation internationale

Offensive du capitalisme américain et alternative *révolution ou guerre*

« Aujourd'hui, après seulement 100 jours, je peux dire à la nation que l'Amérique est de nouveau en mouvement. Transformant le péril en possibilité. La crise en opportunité. Le revers en force. (...) Après 100 jours de sauvetage et de renouveau, l'Amérique est prête à décoller. Nous travaillons de nouveau. Rêvons de nouveau. Découvrons de nouveau. Dirigeons le monde de nouveau. Nous avons montré au monde que l'Amérique ne renonce jamais. Il y a 100 jours, la maison Amérique était en feu. Il fallait agir. (...) À une autre époque, alors que notre démocratie était mise à l'épreuve, Franklin Roosevelt nous a rappelé qu'en Amérique, chacun fait son devoir. C'est tout ce que je demande. Que nous fassions tous notre devoir. Et si nous le faisons, alors nous relèverons le défi de notre époque en prouvant que la démocratie est durable et forte. Les autoocrates ne gagneront pas le devenir. L'Amérique le gagnera. Le futur appartiendra à l'Amérique » (Première Adresse de Biden au congrès américain, 28 avril 2021, traduit par nous).

Depuis mars 2020, l'incapacité à ce jour du capitalisme à juguler la pandémie mondiale de covid 19 et la profondeur de la crise économique mondiale provoquent une multitude de conséquences dramatiques, d'événements gigantesques et de réactions impensables hier encore, de tout genre et de tout ordre, qui donnent le tournis à tous et prédisent un avenir tragique. Tout comme ils provoquent inquiétude, désarroi, impuissance et passivité parmi la masse des prolétaires. Comment comprendre ce qui se passe ? Quelles sont les faits, forces et facteurs qui dominent et déterminent le cours des événements ? Comment, face aux conditions dramatiques que le capital commencent à imposer, et va imposer encore plus, les prolétaires de tous les continents et pays peuvent-ils s'orienter et doivent-ils répondre ? Comment résister aux attaques d'aujourd'hui et à celles démultipliées de demain ? Quelle réflexion, quelles analyses, quelles orientations, voire quels mots d'ordre, les groupes communistes peuvent-ils et doivent-ils développer et avancer ?

« La fraction consciente du prolétariat doit rejeter la méthode de l'empirisme grossier qui consiste à enregistrer mécaniquement les faits ou à préconiser ou à "laisser se faire" des expériences qui seront appréciées après coup. Par contre, elle doit s'appuyer exclusivement sur une interprétation rigoureuse des faits fondée sur le mouvement contradictoire de l'évolution – (dialectique) – interprétation qui paraît souvent n'être qu'une thèse "a priori", un "schéma", mais qui, en réalité, n'est que l'application de la méthode d'investigation marxiste. » (Communisme #21, organe de la Fraction belge de la Gauche communiste internationale, décembre 1938)

Un an après l'éclatement de la pandémie de covid-19 et de la crise économique ouverte, la rupture historique ne pose plus question et chacun a compris, ne serait-ce qu'empiriquement, qu'il n'y aura pas de retour en arrière, que l'épisode 2020 Covid et crise n'est

pas et ne sera pas une parenthèse. Attachés à la théorie et aux principes marxistes, les principaux groupes de la Gauche communiste savaient que la rupture était historique et brutale comme nous l'annoncions dès mars 2020, et qu'une nouvelle période s'ouvrirait. À partir de ce qui pouvait apparaître comme une thèse "a priori", un "schéma" et qui n'était que notre tentative d'application de la méthode d'investigation marxiste, nous pouvions affirmer – et la plupart des groupes communistes pouvaient en faire de même – que l'éclatement de la crise ne pouvait qu'être facteur de misère et d'attaques accrues et généralisées sur le prolétariat d'une part ; et d'exacerbation des rivalités impérialistes d'autre part, dans lesquelles les enjeux sanitaires, la course au vaccin – après celle aux masques, aux respirateurs, et autres matériels nécessaires pour soigner dans l'urgence – serait objet et facteur de celles-là.

Nul besoin d'être marxiste pour comprendre – des économistes bourgeois le signalèrent eux-aussi – que les politiques monétaires, l'impression en masse de papier monnaie, l'avalanche de liquidités émises par les banques centrales – autour de trois trillions de dollars –, n'avaient pour but immédiat que de prévenir toute panique et blocage du système financier et des faillites en cascade ; tout comme le maintien des salaires malgré le confinement – en Europe – ou les chèques envoyés par Trump aux ménages américains, provoquant l'explosion des déficits budgétaires déjà mal en point n'avait pour but que de prévenir toute réaction sociale face à l'arrêt d'une grande partie de la production et d'assurer à la fois un minimum de revenu aux travailleurs sans travail, confinés, et la survie momentanée de nombreuses entreprises petites et grandes. Le résultat en est aujourd'hui que la dette mondiale s'est accrue de 24 000 milliards de dollars en 2020, atteignant 281 000 milliards et faisant passer le ratio dette/PIB mondial à 355%. Dettes publiques et privées, déjà abyssales, explosent donc. Le bilan de la

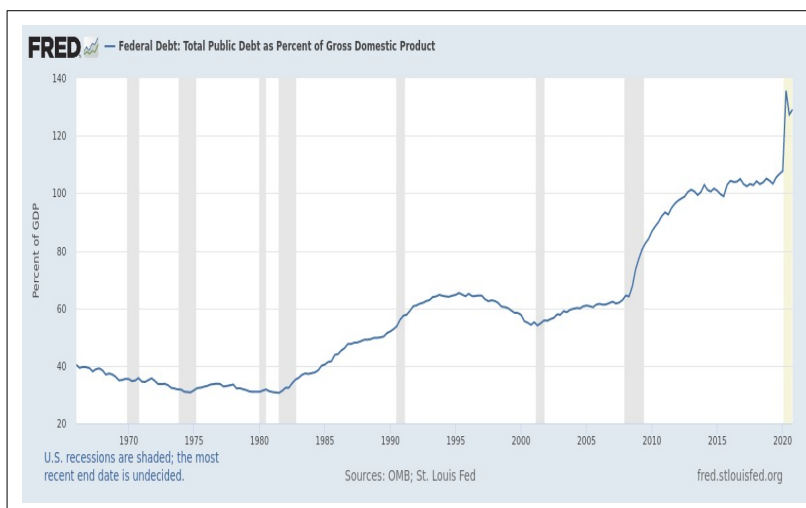
banque centrale américaine – pour ne mentionner que celle-ci – atteint aujourd'hui 7,4 trillions de dollars alors qu'il n'était que de 580 milliards en 1999¹. Tous les mois, elle injecte – utilisant les politiques de *Quantitative Easing*, version actuelle de la *planche à billet* – 120 milliards pour racheter les emprunts d'État souscrits par les banques privés et les fonds financiers, engagement pris pour assurer que ces derniers continuent à financer les déficits qui explosent – *privatisant les gains, socialisant les pertes* comme le relèvent certains. Le déficit américain atteint 17% du PIB américain pour l'année 2020, un niveau seulement semblable à ceux de la Seconde Guerre mondiale (de 20 à 25%).

Nul besoin donc d'être *marxiste* pour comprendre que ces mesures d'endettement généralisé, les mêmes que celles adoptées lors des crises antérieures, mais sans commune mesure avec leur ampleur, pas même avec la dernière de 2008 qui avait pourtant battu tous les records, ne résolvent pas et ne résoudre pas la crise. Elles ne

font que la repousser dans le temps, de plus en plus difficilement, et en démultiplier les conséquences et ravages à venir. Surtout, il est hautement significatif que cette production gigantesque de monnaie papier voit sa plus grande part être dirigée dans la sphère financière et spéculative en lieu et place de la sphère productive. Là aussi, nombre d'économistes bourgeois savent reconnaître que *la loi de la baisse du taux de profit* rend ce profit insuffisant en relation au capital comme un tout dans la production alors que la sphère financière et spéculative offre des *rendements* supérieurs. Nous n'avons pas la place ici pour reproduire l'ensemble des graphiques des principaux indicateurs économiques liés à l'endettement généralisé du capitalisme mondial et qui exprime l'écart croissant et

béant entre production réelle et masse de capitaux. Tous, déficit, masse monétaire en circulation, présentent la même courbe depuis les années 1960, croissante, accélérant, exponentielle, puis paroi abrupte, que celle de l'endettement fédéral américain que nous reproduisons ici.

Par contre, seuls les groupes communistes *appliquant la méthode d'investigation marxiste qui n'apparaît bien souvent n'être qu'une thèse a priori, un schéma* – pour reprendre la formule de *Communisme* – pouvaient annoncer que la rupture historique s'opérait sous nos yeux et l'impasse capitaliste, outre la détérioration drastique des conditions de vie du prolétariat et l'aggravation de la concurrence économique et impérialiste entre puissances capitalistes, signifiait surtout que la « thèse a priori » portée par le marxisme et la Gauche communiste devenait le facteur déterminant de la situation. Que l'alternative historique et la perspective de la guerre impérialiste généralisée dictait la marche des événements issus de la crise. En accord avec



la Tendance commu-

niste internationaliste, du moins avec sa plateforme actualisée en 2020, nous affirmons qu'« *une fois encore, l'alternative entre guerre impérialiste et révolution prolétarienne est à l'ordre du jour de l'histoire et impose aux révolutionnaires partout dans le monde la nécessité de resserrer leurs rangs. À l'époque du capital monopoliste mondial, aucun pays ne peut échapper aux forces qui conduisent le capitalisme à la guerre. La tendance inéluctable du capitalisme à se diriger vers la guerre se matérialise aujourd'hui [nous soulignons] par l'attaque généralisée contre les conditions de vie et de travail du prolétariat.* » Cette thèse fondamentale, **la matérialisation aujourd'hui de la tendance à la guerre impérialiste généralisée**, qui appartient à la Gauche communiste internationale et qui est toujours – plus ou moins clairement – défendue par ses forces *pro-parti* ne peut pas se réduire à une simple déclamation de principe. Elle est, et doit être, la boussole permettant de dégager les tendances de fond du cours historique actuel au milieu de la multiplication des événements en tout genre et en tous sens apparents et des ouragans qui se profilent.

1 . « Depuis 2007 le bilan des banques centrales a très fortement progressé. Celui de l'Eurosystème (c'est-à-dire le bilan consolidé de la Banque Centrale Européenne et des Banques Centrales Nationales) a été multiplié par plus de 4, et ceux de la Banque du Japon (Boj) et de la Réserve Fédérale américaine (FED) par environ 6 et 8 respectivement sur cette période. La taille du bilan de l'Eurosystème a dépassé 7 000 Milliards d'euros au début de 2021, soit plus de 60% du PIB dans la zone euro » (Blog éco de la Banque de France, <https://blocnotesdeleco.banque-france.fr/billet-de-blog/comp-rendre-la-croissance-du-bilan-des-banques-centrales>).

Le capitalisme américain mène le bal impérialiste

Dans un premier temps, et *influencés* par les campagnes médiatiques, on a pu croire que la Chine se retrouvait au cœur de la nouvelle situation, qu'elle en était le facteur et acteur central et dynamique, *les démocraties ayant fait leur temps* selon son président Xi Jinping. Ne réussissait-elle pas à contrôler la pandémie sur son sol tout comme sa population en grande partie prolétarisée, réduisant la première, réprimant la seconde ? *Ré-ouvrant* son économie avant toutes les autres, usant et abusant de sa position dominante dans la production des biens soudainement présentés comme *essentiels*, dans un premier temps la production de masques et autres, pour développer sa puissance impérialiste et son discours idéologique ? Les autres puissances dites *démocratiques*, à commencer par les États-Unis de Trump, ne s'enfonçaient-elles pas dans la crise sanitaire et économique sans pouvoir fournir de réponse ? Totalemment impuissantes ? Bref, la Chine n'est-elle pas en train de sortir de la crise du covid 19 en tant que réelle première puissance mondiale ? De réaliser le *rêve chinois* prôné par Xi Jinping en opposition au *rêve américain*² ? En fait, et très rapidement, tout le poids, l'axe, et l'énergie de la situation mondiale et historique s'est déplacé, s'est articulé et s'est nourrie autour et à partir des initiatives de la bourgeoisie américaine.

Il est apparu très vite que le cœur de la réponse apportée par le capital à la situation mondiale était défini par la volonté de la bourgeoisie américaine de défendre à tout prix sa place de première puissance impérialiste en opposition à la Chine, jusqu'à ses conséquences ultimes, y compris et surtout la guerre ; et cela sur tous les plans, intérieur – vis-à-vis de son prolétariat en particulier –, politique, économique et impérialiste. Ce faisant, en passant à l'offensive tous azimut, le capitalisme américain, historiquement déclinant mais disposant du dollar, de l'*US Army* et s'appuyant sur la mystification démocratique, et le gouvernement Biden entraînent et imposent à l'ensemble du monde capitaliste, en particulier aux autres puissances impérialistes, ses priorités, ses lignes de confrontation, son terrain et son timing aux plans économiques, impérialistes et militaires. Il accentue ses pressions et provocations militaires face à la Chine et à la Russie. Il *coince* les principales puissances européennes, Allemagne et France au premier chef, entre leur aspiration – elle-même contradictoire – à plus de *souveraineté et autonomie européennes* et l'obligation de *choisir un camp* qui ne peut être autre que derrière l'Amérique. Plus le capital américain exacerbe les antagonismes économiques, impérialistes et militaires

avec la Chine – et en deuxième lieu avec la Russie –, plus il contraint les européens, ne serait-ce qu'en les enfermant à rester sous la tutelle de l'OTAN, à se ranger derrière lui.

D'abord coincer le prolétariat américain entre racisme et anti-racisme...

Ce n'est qu'à partir de cette compréhension du cours des événements qu'il était véritablement possible d'appréhender toute l'ampleur de la première réponse d'ordre politique *intérieur*, c'est-à-dire vis-à-vis du prolétariat nord-américain et... international, du capital américain³. Mais surtout, beaucoup plus important encore, ce n'est qu'à partir de la *thèse a priori* de la guerre impérialiste ou la révolution prolétarienne « comme élément-facteur de la situation immédiate », qu'il était possible de saisir l'ampleur et le danger de l'offensive idéologique et politique lancée contre le prolétariat à partir de l'assassinat raciste de G. Floyd par la police. Sans cette boussole, on ne comprenait pas pourquoi et comment Trump allait être réélu avant la pandémie et pourquoi la bourgeoisie américaine *changea de cheval* avec celle-ci et la campagne anti-raciste suite au meurtre de G. Floyd. Pourquoi il devenait nécessaire pour la bourgeoisie américaine d'user la carte Trump jusqu'à la farce bouffonne de l'invasion *pro-trumpiste* du Capitole. Pourquoi il fallait mettre au pouvoir Biden, le parti démocrate, et avec eux une politique et un langage de gauche, voire gauchiste. Et comment l'opération politique pouvait se réaliser dans la foulée et grâce à la campagne et aux manifestations anti-racistes. Et tout cela pour mettre une nouvelle équipe, démocrate, saisissant les véritables enjeux de la nouvelle situation historique, l'ampleur du déclin américain face à une Chine devenue puissance impérialiste mondiale et capable de mobiliser, autant que faire ce peut, l'ensemble du prolétariat américain dans la défense du capital américain ; concrètement lui faire accepter la préparation à la confrontation impérialiste.

... puis derrière les plans de relance « sociaux »...

Ce n'est qu'à partir de cette compréhension du cours des événements dicté par l'alternative historique qu'il est possible et nécessaire d'appréhender la signification des plans de relance de trillions de dollars que Biden met sur la table – plus de 5 trillions ! Nombre de media et intellectuels bourgeois n'hésitent pas, eux non plus, à les comparer au New Deal de Roosevelt des années 1930. Sauf qu'ils ne voient dans les mesures capitalistes d'État du New Deal que la réponse et le soi-

2 . https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%AAve_chinois

3 . cf. *Révolution ou guerre* #16 et 17 ou encore <http://igcl.org/Manifestations-contre-la-violence-et> <http://igcl.org/Communique-sur-la-situation-aux>

disant dépassement de la crise de 1929. Non seulement, ils font l'impasse sur les limites de celles-ci du point de vue de la crise elle-même, pas plus dépassée ou résolue à la fin des années 1930, que celle de 2008 avant 2020. Mais surtout, ils ignorent totalement la signification historique réelle du New Deal, comme des fronts populaires en Europe de l'Ouest, ou encore des mesures de capitalisme d'État prises par les États allemand nazi et italien fasciste : la préparation de la Seconde Guerre mondiale tant sur le plan idéologique et politique, encadrement, soumission, répression et enrôlement du prolétariat, comme au plan économique, le développement et l'explosion de l'économie de guerre et des dépenses d'armement.

Quelle que soit la dimension de la *reprise post covid* que les trillions de dollars – et à un degré moindre les plans de relance plus modestes adoptés par les autres puissances capitalistes – pourraient provoquer, ne serait-ce que pour compenser la récession mondiale inédite qui vient de se produire, elle ne sera que minime et insignifiante. Outre qu'elle se fera sur le dos des travailleurs, elle ne permettra pas de résoudre la contradiction de fond, le trop plein de capital et la surproduction qui en découle. Seule une destruction massive de valeur, c'est-à-dire de capital et forces productives, *cent fois plus* dévastatrice encore que ne le fût la Seconde Guerre mondiale, peut « résoudre » la contradiction... sauf si le capitalisme n'est finalement détruit par le prolétariat révolutionnaire.

Ce n'est qu'à partir de cette compréhension du cours des événements dicté par l'alternative historique qu'il est possible de saisir l'objectif de l'*American Jobs Plan* de Biden. « *Il crée des emplois pour moderniser nos infrastructures de transport. Des emplois pour moderniser les routes, les ponts et les autoroutes. Des emplois en construisant des ports et des aéroports, des corridors ferroviaires et des lignes de transport en commun (...) des emplois en remplaçant 100 % des tuyaux et des lignes de service en plomb du pays (...) des emplois en connectant chaque Américain à l'Internet à haut débit (...) des emplois en construisant un réseau électrique moderne...* ». Quel objectif et quelle signification historique peut avoir cette politique de *grands travaux publics* propre au capitalisme d'État et dont le discours, y inclus la création en masse de *jobs*, se réfère explicitement au New Deal de Roosevelt ? Le lecteur nous pardonnera de reprendre ici la citation de l'OTAN que nous avons déjà faite dans le numéro précédent. « *Nous avons besoin d'infrastructures et de systèmes solides. Réseaux électriques, ports, aéroports, routes et chemins de fer. Notre dissuasion et notre défense en dépendent. Par exemple, pour les grandes opérations, environ 90 % du transport militaire repose sur des navires, des chemins de fer et des avions civils. Notre infrastructure numérique est également fondamentale, et pas seulement pour notre capacité à communiquer. (...) Les dé-*

cision relatives aux investissements, aux chaînes d'approvisionnement et à la propriété ne sont donc pas seulement des décisions économiques ou financières. Elles sont essentielles à notre sécurité. »⁴

... et finalement derrière Biden « président des travailleurs »⁵ !

Ce n'est qu'à partir de cette compréhension du cours des événements dicté par la nécessité de préparer et d'entraîner le prolétariat américain dans l'effort de guerre qu'il est possible de saisir l'objectif du *Protecting the Right to Organize Act*, la protection du droit à se syndiquer. « *L'American Jobs Plan est un plan pour les ouvriers [blue-collar blueprint] de construction de l'Amérique. (...) Et c'est pourquoi je demande au Congrès d'adopter la loi sur la protection du droit d'organisation – la loi PRO – et de l'envoyer sur mon bureau pour soutenir le droit de se syndiquer. Et en passant, adoptons également le salaire minimum de 15 \$.* » À l'instar du New Deal qui avait vu Roosevelt imposer la reconnaissance du *droit syndical* dans les entreprises, intégrant ainsi les syndicats à l'effort de guerre et en faisant définitivement des organes anti-ouvriers de l'appareil d'État⁶. Ni Trump, ni le parti républicain ne pouvaient porter le langage de gauche, voire gauchiste, nécessaire à cette offensive contre le prolétariat. Et sans la campagne anti-raciste et démocratique à la suite de l'assassinat raciste de la police de G. Floyd, il eut été difficile d'entraîner... 81 millions d'électeurs derrière Biden et les faire adhérer à des mesures aussi drastiques et aussi supposément socialistes.

Ce n'est qu'à partir de cette compréhension du cours des événements qu'il est possible de saisir l'objectif de l'*American Families Plan* : le développement des mater-

4 . Keynote speech by NATO Secretary General Jens Stoltenberg at the Global Security 2020 (GLOBSEC) Bratislava Forum, nous soulignons.

5 . Le journal français *Le Monde* titre son éditorial du 29 avril par un tonitruant « *Joe Biden, le président des travailleurs* », ou encore, le 28 avril, comme « *le révolutionnaire qu'on n'attendait pas* » (https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/04/29/joe-biden-le-president-des-travailleurs_6078490_3232.html https://www.lemonde.fr/podcasts/article/2021/04/28/joe-biden-le-revolutionnaire-qu-on-n-attendait-pas_6078308_5463015.html).

6 . Le processus d'intégration des syndicats à l'appareil d'État bourgeois s'accéléra durant les années 1930 tant dans les pays totalitaires, Allemagne nazi, Italie fasciste, URSS stalinienne avec un syndicat unique mais aussi sous le New Deal et le Front Populaire, la reconnaissance des syndicats en entreprise datant de 1936 en France. L'expérience des grèves durant la 1^{ère} Guerre mondiale et de la vague révolutionnaire internationale qui y mit fin, avait montré que le contrôle et la discipline du prolétariat étaient indispensables à la production et à l'effort de guerre. La reconstitution des syndicats par les États eux-mêmes après 1945, là où ils avaient disparu durant la 2^{ème} Guerre mondiale, a définitivement clos le chapitre des syndicats organe de lutte du prolétariat.

nelles, de la santé gratuite ou presque pour les enfants selon les ressources familiales, douze semaines de congé parental, des aides financières par enfant élevé, le développement de l'Obamacare, etc. « Au XXI^e siècle, tout ce qui aide les gens à travailler et à mener une vie productive ou épanouissante compte comme une infrastructure. Cela inclut les investissements dans les personnes, comme la création d'emplois syndiqués bien rémunérés ou l'augmentation des salaires de la main-d'œuvre des services de santé à domicile, dominée par les femmes de couleur. » (New York Times, 5 avril⁷) Il ne s'agit pas seulement de renforcer l'adhésion des familles prolétaires à la défense économique et impérialiste du capital américain mais surtout de mettre tout le monde au travail : « Je ne pourrais pas aller travailler si je devais m'occuper de mes parents. » (idem) Le mot d'ordre du Président des travailleurs ? « Alors, mettons-nous au travail. »

Resserrer le garrot du *containment* autour du rival chinois

Nul besoin d'être marxiste pour envisager vers où le cours des événements entraînent inéluctablement la société capitaliste si le prolétariat révolutionnaire n'y met pas un terme : « le mélange des forces économiques, militaires et technologiques des deux superpuissances comporte plus de risques que la guerre froide avec l'Union soviétique [et] les tensions entre les États-Unis et la Chine menacent d'engloutir le monde entier et pourraient conduire à un affrontement de type Armageddon⁸ entre les deux géants militaires et technologiques. » (Henri Kissinger, cité par The Guardian, 1^e mai 2021⁹)

Aussitôt au pouvoir, le gouvernement Biden a affiché une diplomatie offensive au langage direct, traitant Poutine de tueur et la Chine d'adversaire systémique et « menaçant la stabilité mondiale ». Dans la foulée, et en continuité avec la politique de Trump tout en l'accentuant, les manœuvres de la marine de guerre américaine répondent à celles de la marine chinoise en mer de Chine et autour de Taïwan, tout comme les vols militaires de chacun, faisant que les forces se retrouvent directement face à face et au risque qu'un incident aux conséquences dramatiques éclate. Il en va de même avec les manœuvres de l'OTAN aux frontières de la Russie qui, elles-aussi, répondent aux manœuvres russes aux portes de l'Ukraine. Le pas qui est en train d'être franchi et la dynamique qui l'accom-

pagne sont d'autant plus dangereux que les puissances américaine, chinoise et russe disposent largement de quoi atteindre l'autre au moyen de missiles nucléaires et un arsenal capable de détruire plusieurs fois la planète. D'autant plus dangereux que l'offensive économique, diplomatique et de pression militaire américaine n'est qu'une énième application de la doctrine américaine historique de *containment* face aux puissances émergentes, particulièrement d'Asie. Celle-ci qui consiste à étrangler petit à petit aux plans économiques et géo-stratégique le rival, ne peut amener celui-ci qu'à vouloir desserrer l'étreinte mortelle par un coup de force brutal et soudain. Ne fut-ce pas le cas avec le Japon et son attaque sauvage sur Pearl Harbour ?

Dans le même temps, et sur ce point rompant adroitement avec Trump, l'ampleur et la rapidité de l'offensive tous azimut américaine menée par l'équipe démocrate – historiquement la force politique de gauche la plus va-en-guerre de la bourgeoisie américaine – de Biden coince les européens, Allemagne et France tout particulièrement, qui aspiraient à une *autonomie de souveraineté*, c'est-à-dire une autonomie vis-à-vis des États-Unis, en les poussant au choix entre la Chine ou les États-Unis, entre les pays *autoritaires* et *autocrates* d'une part, et les *démocraties*. L'émergence d'un pôle impérialiste européen autour de l'Allemagne et s'érigeant comme alternative au pôle américain anglo-saxon semble aujourd'hui bien compromis, au grand dam de la France, d'autant que la bourgeoisie allemande, marquée par l'histoire, 1918 et 1945, n'ose pas assurer le rôle impérialiste mondial que la force et l'énergie de son capitalisme lui destinaient¹⁰.

Il n'en reste pas moins qu'il est hautement significatif que les armées britannique et française, puissances impérialistes et militaires devenues certes secondaires, mais néanmoins importantes, les deux disposant de l'arme nucléaire et de capacités de projection non négligeables, et dont les expériences et les expertises militaires sont uniques, soient en train d'adopter de nouvelle doctrine militaire. « Selon The Economist,

10 . Nous ne pouvons pas dans le cadre de cet article revenir sur les contradictions européennes, tout comme allemandes, qui font que l'émergence d'un pôle européen que l'opposition à la guerre américaine en Irak en 2003 avait semblé annoncer, semble aujourd'hui très fragile et peu probable, du moins pour l'heure. Il nous appartiendra pourtant d'y revenir dans la mesure où le GIGC avait adopté à sa fondation des *Thèses sur la situation internationale* rédigées en 2013 et qui expliquaient pourquoi la Chine ne pouvait pas devenir une puissance mondiale rivale des États-Unis et pourquoi l'Europe autour de l'Allemagne était appelée à le devenir. A priori, et même si toute dynamique peut s'inverser ou être interrompue, la dynamique de polarisation impérialiste actuelle, et qui semble profonde, invalide notre thèse d'alors. Pour l'heure, le lecteur peut se référer à *Révolution ou guerre #16: Quelques commentaires sur le texte de la TCI*.

7 . <https://www.nytimes.com/2021/04/05/business/economy/biden-infrastructure.html?searchResultPosition=2>

8 . « Ce mot est utilisé pour désigner des batailles catastrophiques, éventuellement d'ampleur planétaire, et, au sens de bataille finale, celle dont l'issue donnera la victoire définitive. » (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Armageddon>)

9 . <https://www.theguardian.com/us-news/2021/may/01/us-china-doomsday-threat-ramped-up-by-hi-tech-advances-says-kissinger>.

d'autres signes indiquent que les forces armées françaises sont en pleine transformation. En janvier, l'état-major a discrètement créé dix groupes de travail chargés d'examiner l'état de préparation du pays à une guerre de haute intensité. (...) Les groupes couvrent tous les aspects, de la pénurie de munitions à la résilience de la société, en passant par la question de savoir si les citoyens sont **“prêts à accepter le niveau de pertes que nous n'avons jamais connu depuis la Seconde Guerre mondiale”**, déclare un participant. Le spectre de la guerre haut de gamme est désormais si répandu dans la pensée militaire française que le scénario a son propre acronyme : Hem, ou hypothèse d'engagement majeur. » (La lettre patriote¹¹, nous soulignons)

Que ce soit aux plans économique, industriel et concentration-relocalisation de capital, impérialiste et militaire, les principales puissances mondiales sont inéluctablement entraînées vers l'adaptation et la préparation à une nouvelle guerre impérialiste mondiale. Et la politique, discours, langage diplomatique agressif et omniprésence dans les organisations internationales, plans de relance et d'infrastructure gigantesques, réaffirmation et renforcement de l'OTAN, etc., menée par Biden depuis son accession au pouvoir est venue accélérer le processus et la prise de conscience des rivaux et alliés impérialistes sur les intentions américaines et où elles mènent.

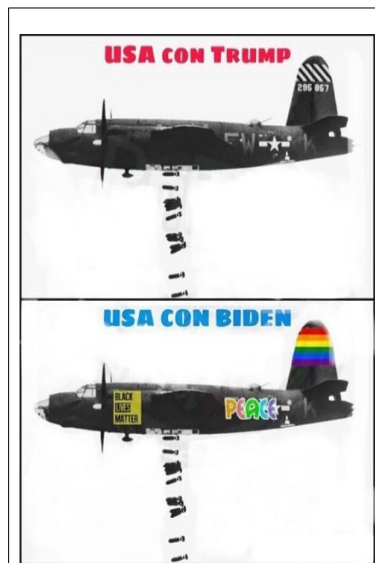
Nous le savons, la seule force qui puisse ralentir, puis interrompre ce processus vers la guerre et finalement sa cause ultime, le capitalisme lui-même est le prolétariat révolutionnaire, anti-thèse historique de la bourgeoisie et du capitalisme. À l'heure qu'il est, en cette période où le covid-19 continue d'exercer ses ravages, où le confinement et les mesures de *distanciation sociale* sont encore en place et utilisées par la bourgeoisie pour prévenir et étouffer aussi longtemps que possible les réactions prolétariennes à la crise, la perspective révolutionnaire semble plus que lointaine, voire illusoire, ou un vœux pieux. Sauf quelques rares exceptions, et alors qu'une colère et révolte internationales semblaient s'affirmer à la fin 2019, juste avant la pandémie, le prolétariat international reste depuis lors passif, déboussolé, inquiet et certainement habité d'un sentiment d'impuissance. Depuis un an, le cours des événements, et dont l'illusion et l'épicentre nous sont donnés par les États-

Unis, exprime la maîtrise politique de la bourgeoisie face au prolétariat et semble diriger le monde capitaliste vers l'issue dramatique de la guerre impérialiste généralisée et dévastatrice.

Mais, le prolétariat est-il prêt à accepter un niveau de pertes, c'est-à-dire de morts, inconnu depuis la Seconde Guerre mondiale ? C'est la clé du drame historique qui se joue et qui, visiblement, préoccupe aussi les groupes de réflexion de la bourgeoisie. Du fait de la crise et de l'urgence pour chaque capital national, en premier lieu des principales puissances, de se défendre contre les rivaux au risque de succomber et disparaître, le temps ne joue plus en faveur de la solution révolutionnaire. Loin s'en faut. Une course contre la montre s'est engagée entre d'une part la dynamique poussant le prolétariat à réagir face à la crise et aux sacrifices que la préparation à la guerre généralisée lui impose et, d'autre part, l'étranglement croissant des rivaux telle la Chine par la bourgeoisie américaine et les réactions brutales de ces derniers pour échapper au garrot qui leur est imposé. Si la seconde est indéniablement dominante et détermine les événements, il n'en reste pas moins qu'avec la crise elle-même, elle exacerbe aussi les antagonismes de classe comme jamais. Quelle que soit la rapidité de la marche à la guerre, des confrontations massives entre les classes dont les prémisses apparaissaient juste avant la pandémie, sont inévitables.

La question n'est pas de savoir si elles vont avoir lieu, mais si le prolétariat sera en capacité de se hisser à la hauteur des enjeux au cours même de ces confrontations. En particulier sera-t-il capable de repousser les pièges idéologiques et politiques qui vont lui être présentés comme on a pu le voir avec la campagne anti-raciste aux États-Unis tout comme les sabotages des syndicats et des partis de gauche ? Plus sa réponse aux effets de la crise se fait attendre aujourd'hui, y compris en simplement défendant ses conditions de vie et de travail, et plus le capital accélère sa course vers l'abîme impérialiste et réduira l'espace toujours entre-ouvert pour le développement de ses luttes, pour la généralisation de la grève de masse, puis l'insurrection prolétarienne, la destruction de l'État capitaliste, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'avènement du communisme.

RL, 4 mai 2021



Historiquement, c'est toujours les partis bourgeois de gauche, aux États-Unis le parti démocrate, qui « portent le mieux », préparent et ouvrent la voie à la guerre. W. Wilson avant 1917, Roosevelt avant 1941...

11 . <https://lalettrepatriote.com/selon-the-economist-larmee-francaise-se-prepare-a-une-hypothese-dengagement-majeur/>

Luttes ouvrières en Argentine et au Canada

Nous reproduisons ici une prise de position du groupe révolutionnaire *Émancipation*¹² qui tire un certain nombre de leçons de luttes ouvrières en Argentine, à la fois sur les conditions de l'extension des luttes et son sabotage par les syndicats. Eussions-nous pu intervenir directement, il est hautement probable – à la lecture du document – que nous serions retrouvés à défendre les mêmes orientations et mots d'ordre dans les assemblées, les manifestations et les « piquets » face aux syndicats et aux gauchistes. Au milieu de la pandémie et des mesures de confinement ou encore de distanciation sociale, les deux utilisées et retournées contre l'émergence de réactions prolétariennes à la crise, il nous semble important de relever que le prolétariat, bien que passif et en grande partie déboussolé par la situation immédiate, peut – et doit – reprendre le chemin de ses luttes pour la défense de ses conditions de travail et de vie. Signalons aussi au passage la lutte des dockers de Montréal que les camarades de *Klasbatalo*, groupe affilié à la Tendance communiste internationaliste (TCI), ont retracé dans leur prise de position Ce que signifie vraiment la reprise¹³.

Certains lecteurs, les réflexes sectaires ne surprenant plus personne, pourraient s'étonner de nous voir continuer à publier des prises de position d'*Émancipation*, plus connu sous le nom de son blog *Nuevo Curso*, alors qu'il a refusé de débattre et de répondre à nos critiques sur sa revendication historique de l'Opposition de gauche trotskiste des années 1930, présentée à tort comme « une Gauche communiste », et de la reprise à son propre compte de la position de Munis et du FOR sur une soi-disant révolution espagnole en 1936¹⁴. Malgré cette faiblesse de fond qui ne peut à terme que présenter des contradictions insurmontables pour le groupe, *Émancipation* continue à publier des prises de position de classe qui peuvent éclairer, aider à clarifier, des questions d'actualité et d'ordre plus théorique d'un point de vue de classe. Voilà pourquoi, en fonction des axes que nous entendons présenter dans notre revue en relation aux priorités de la situation, nous n'hésitons jamais à reproduire des articles d'autres groupes révolutionnaires, qu'ils se revendiquent de la Gauche communiste, telle la TCI, ou non, tel *Émancipation*. De manière générale, nous considérons que notre revue doit aussi être une revue du camp prolétarien, plus particulièrement des forces « pro-parti » de celui-ci. Ce faisant, il nous semble qu'elle participe activement au combat pour le parti et le regroupement des forces communistes.

Un dernier mot : le CCI a renouvelé ses attaques ignominieuses contre *Nuevo Curso* et surtout contre notre propre groupe, contre « les voyous du GIGC ». Nous sommes une nouvelle fois présentés comme étant un « groupe policier » dans une litanie de calomnies longue de quatorze pages. Nous n'avons pas jugé utile de gaspiller une seule de nos pages pour reproduire le communiqué que nous avons été contraints de rédiger. Pour ceux intéressés, ou curieux, de voir jusqu'où le CCI ira dans sa dérive et son délire destructeurs, il est disponible sur notre site web¹⁵.

Comment les syndicats et la gauche sabotent l'extension des luttes (*Émancipation* – *Nuevo Curso*)

La situation en Argentine ces dernières années est devenue un catalogue des manœuvres des syndicats et de la gauche pour détourner et empêcher l'extension des luttes. Nous en avons eu un premier exemple en 2019 dans la province du Chubut. La dynamique des luttes dans la province autour des enseignants et des travailleurs de la santé avait été neutralisée par des appels à la grève du syndicat national court-circuitant le mouvement. Aujourd'hui, à Neuquén, nous voyons une stratégie alternative, mais non moins domma-geable. Nous, travailleurs en Argentine et du reste du monde, avons beaucoup à apprendre de cette expérience afin de pouvoir affronter efficacement les syndicats et trouver notre propre terrain de lutte.

L'extension de la lutte des travailleurs de la santé à Neuquén et Río Negro

Dans la province de Neuquén, en Argentine, cela fait deux mois que les travailleurs *autoconvocados* de la santé luttent face gouvernement provincial pour un réajustement de leurs salaires qui ont été payés en retard dans un pays où l'inflation avoisinera les 40% cette année. Dans la plupart des cas, nous parlons de pertes de 70% du pouvoir d'achat. Les *autoconvocados* sont un groupe d'ouvriers qui a rompu avec le syndicat sur la base du rejet des accords que celui-ci avait signés, et qui s'est mis en grève **tout seul**. Il y a eu mille tentatives d'intimidation de ces travailleurs, même le gouvernement national a essayé, après que les gouverneurs provinciaux aient demandé l'intervention du Ministre du travail. Pendant ce temps, les luttes des travailleurs de la santé se sont étendues à la

12 . <https://es.communia.blog/>

13 . <http://www.leftcom.org/fr/articles/2021-05-04/ce-que-signifie-vraiment-la-reprise>

14 . cf. *Révolution ou guerre* #14 et 15, *Lettre à Émancipation* (<http://igcl.org/Lettre-a-Nuevo-Curso-Emancipacion>) et *Espagne 1936 : peut-il y avoir une révolution prolétarienne sans insurrection et destruction de l'État bourgeois ?* (<http://igcl.org/Espagne-1936-peut-il-y-avoir-une>).

15 . <https://fr.internationalism.org/content/10408/laventurier-gaizka-a-defenseurs-quil-merite-voyous-du-gigc> et <http://igcl.org/La-derniere-attaque-du-CCI-ou-l>.

province voisine de Río Negro. Mais à Río Negro, les syndicats se sont joints aux revendications dès le départ, se heurtant à une partie des travailleurs qui cherchaient à s'unir aux grévistes de Neuquén.

La clé : l'extension des luttes ne peut se limiter à ce qu'il y ait une addition de luttes dans un même secteur, voire dans plusieurs. Pour être efficace, l'extension des luttes nécessite une centralisation en assemblées rassemblant tous les grévistes.

La gauche essaie de détruire la coordination entre les travailleurs

La tactique de la gauche consiste à maintenir les travailleurs dispersés ici et là. Beaucoup de piquets de grève¹⁶, beaucoup de barrages routiers et des mobilisations segmentées par catégories et métiers. Tout pour éviter des assemblées ouvertes afin que l'extension devienne réelle et que les travailleurs en lutte dans le système de santé convergent avec les ouvriers agricoles, les enseignants, les travailleurs du pétrole, les mineurs, les pêcheurs, l'administration, et impliquent toute la communauté des familles de travailleurs qui ont besoin d'hôpitaux et d'écoles. C'est totalement à l'opposé de ce qui peut imposer avec succès une position de force pour les travailleurs.

L'atomisation ouvre la porte à l'instrumentalisation des ouvriers

Cependant, la prolifération des luttes a mis en échec plusieurs gouverneurs [de province, ndt], qui voient émerger chaque jour de nouvelles grèves et de nouveaux plans de lutte. Les chambres de commerce ont demandé au gouverneur Gutiérrez de désamorcer et d'en finir avec le conflit. Tous voient leurs entreprises en danger ; des stations-service qui souffrent de pénurie aux hôteliers et au secteur touristique dont les clients sont effrayés par les piquets de grève. Pour eux, l'extension des luttes signifie *anarchie et chaos*.

En même temps, la tactique de piquets continue à épuiser les travailleurs dans des échauffourées isolées et inutiles. Des camionneurs chiliens traversant la cordillère avec des marchandises tentent de lever les piquets de grève par la force. Les *autoconvocados* sont isolés dans ces batailles sur des routes vides. Mais ils résistent et font appel à la reconnaissance et au prestige acquis durant les mois de pandémie pour appeler la communauté à renforcer les piquets de grève plutôt qu'à étendre les luttes. Au lieu de renforcer l'extension des luttes en mettant en place des structures de rassemblement de tous les travailleurs, base du pouvoir de classe, les *autoconvocados* fragmentent davan-

16 . Plus que de véritables *piquets de grève* visant à étendre la grève à la porte des entreprises et rassemblant les travailleurs, il s'agit là de piquets bloquant les routes et les accès et dispersant ceux-là, note du GIGC.

tage les travailleurs sur les routes en les détournant de l'usage de leur force numérique et de leur capacité à arrêter la production. Les travailleurs se retrouvent épuisés et sans perspective. Affaiblis et atomisés par les piquets, ils peuvent déjà être instrumentalisés par le gouvernement national, qui retarde la résolution du conflit afin de faire pression sur le gouvernement provincial de Neuquén, qui, bien qu'étant également un gouvernement péroniste, fait partie de l'opposition.

Le rôle de la gauche, du trotsko-stalinisme et des autoconvocados

Les syndicats ATE, UPCN, ATSA interviennent dans la promotion de ces tactiques, qui brisent l'extension des luttes. La gauche trotsko-staliniste, liée à la FIT-U et à ses franges, est apparemment absente. Mais si nous nous arrêtons une minute pour étudier la situation, on découvre facilement qu'elle apparaît dans les grèves où les syndicats sont incapables de gérer la grève. Sinon, elle se met en retrait avec la régularité et la prévisibilité d'une loi physique. Le contraste avec les grèves illimitées qui, dans d'autres provinces, sont menées par des assemblées souveraines de travailleurs est frappant. Car là, les mêmes groupes politiques les ignorent et les cachent, orientant les travailleurs des autres centres uniquement vers les conflits gérés par ces groupes ou par la bureaucratie syndicale et dans lesquels ils imposent leurs tactiques.

La division du travail dans la gauche argentine

Favoriser l'émergence des *autoconvocados* est la tactique privilégiée par le *Parti des Travailleurs Socialistes (PTS)*¹⁷, mais entre ses mains, elle mène à l'atomisation et à la dispersion des travailleurs sur tout le territoire. Rien qu'à Neuquén, il y a 25 barrages routiers. Les assemblées des centres de santé publique reçoivent systématiquement l'ordre d'engager des grèves isolées du reste des travailleurs, y compris des autres travailleurs de la santé. Elles décident des marches, des caravanes, des campements dans les bâtiments publics. Tout cela séparément secteur par secteur et hôpital par hôpital. Et cela se produit en même temps que les luttes des travailleurs du pétrole, de la santé privée, de la justice et des services publics et civils qui sont également en grève.

Ce n'est pas un hasard si la gauche présente les tactiques de piquets des *autoconvocados* comme un grand exemple de lutte. Elle sait bien que cela mène droit dans une impasse. Il est clair que c'est une tactique qui détruit l'extension des luttes en les atomisant. Il est impossible de ne pas voir qu'en provoquant des pénuries de carburant et de nourriture dans ces conditions, on tend à isoler davantage les travailleurs mobilisés de ceux des autres secteurs en imposant une

17 . Parti trotskiste affilié à la 4^e Internationale, ndt.

aggravation de la situation des travailleurs de la province dans son ensemble... qui plus est dans les cas de Covid.

La gauche argentine, comme la gauche de n'importe quel autre pays, crée un véritable cordon sanitaire autour de la classe ouvrière, au moyen duquel elle tente de contenir et de disperser les mouvements de la classe ouvrière lorsqu'ils dépassent la première ligne de contrôle : les syndicats. Leur seule particularité est la profusion de tendances et le haut degré de spécialisation de chacun dans des secteurs spécifiques, généralement liés au contrôle local des subventions publiques (plans sociaux). Le maoïsme et autres staliniens gèrent des milliers d'organisations de chômeurs et de coopératives ; il ne s'agit pas vraiment de coopératives de travail classiques, mais de groupes de travailleurs ultra-précarisés et de chômeurs regroupés dans un cadre légal qu'ils ne peuvent pas contrôler et qui reçoivent des plans sociaux comme s'ils étaient une coopérative de travail. C'est une façon de s'assurer que s'ils sortent du cadre du chef de parti et de ses accords avec le politicien local en place, ils seront définitivement exclus et affamés. Un secteur du trotskisme (MST, PO, IS) dirige également des secteurs de chômeurs par la distribution de plans sociaux, de soupes populaires et maintient ses propres groupes dans certains syndicats. Un autre secteur du même courant (PTS), qui ne gère pas de plans sociaux, est spécialisé dans la direction de syndicats combattifs et, dans certains cas, codirige des syndicats officiels avec d'autres organisations de gauche ou avec toutes les variantes du péronisme.

Pourquoi les “ autoconvocados ” attirent autant l'appareil politique et l'intervention étatique ?

Mais même dans ce cadre, ce qui est frappant dans le cas de Neuquén, c'est l'énorme quantité de partis politiques intervenant envers les travailleurs *autoconvocados* de la santé. Pourquoi tant d'efforts pour contrôler les travailleurs de la santé afin d'éviter l'extension des luttes dans une province qui n'attire habituellement pas l'attention de l'État ou de son aile gauche ? En fait, le problème est que, sans le vouloir, les *autoconvocados* se sont retrouvés au milieu du conflit entre le gouvernement national et le gouvernement de Neuquén pour le contrôle du champ d'hydrocarbure de Vaca Muerta, qui est la poule aux œufs d'or de la bourgeoisie de Neuquén. Cette bourgeoisie craint que le gouvernement national ne profite du conflit pour imposer sa

volonté sur le bassin pétrolier et gazier.

Par exemple : lorsque les *trabajadores autoconvocados* ont commencé à dresser des piquets de grève sur la route de Vaca Muerta, les travailleurs du pétrole de l'État et des entreprises privées ont refusé l'augmentation de salaire que la bourgeoisie voulait leur accorder et ont voté la grève... qui a duré aussi longtemps qu'une sucrerie à la sortie d'une école, puisque presque au même moment les tribunaux – c'est-à-dire l'État – ont ordonné le règlement obligatoire et la fin du conflit. Et pour un capital national semi-colonial comme celui de l'Argentine, Vaca Muerta est aujourd'hui l'un des rares secteurs qui peut faire entrer de nouvelles devises étrangères par le biais d'un véritable investissement, en exploitant la force de travail. La simple menace de la possibilité d'une réelle extension des luttes a mobilisé l'État et le capital. La simple idée que Vaca Muerta puisse ne pas recevoir suffisamment de capitaux par crainte d'une réelle extension des luttes, a été vue par la bourgeoisie argentine comme le cauchemar d'un grand échec collectif en tant que classe (dirigeante).

En bref, pour la bourgeoisie argentine, la rentabilité de Vaca Muerta n'est pas à prendre à la légère !

La voie pour les travailleurs

Si les *autoconvocados* ne parviennent pas à rompre l'isolement imposé par la bureaucratie syndicale et la gauche, à faire converger leur lutte avec celle des autres secteurs et avec la communauté dont ils font partie, les piquets de grève verront leurs jours comptés et tout se terminera par l'acceptation de miettes qu'on leur offrira ou par la répression. La tradition de la gauche trotskiste-stalinienne en Argentine présente les piquets de grève et les barrages routiers comme un exemple à suivre dans la lutte pour de meilleures conditions. Rien ne pourrait être plus destructeur. Avec ces méthodes, ils dispersent et affaiblissent notre classe, qui ne peut s'affirmer dans les usines, dans les écoles, dans les hôpitaux et dans les quartiers qu'à travers des assemblées souveraines, en élisant ses propres représentants et en prenant des mesures coordonnées.

Toute l'énergie déployée sur les piquets de grève doit être transmise aux unités de production et au voisinage pour qu'ils soient capables de s'organiser et de lutter en tant que classe. Pas en tant que cliques, équipes ou métiers, mais en tant que classe.

Émancipation-Nuevo Curso, 24 avril 2021

Débat au sein du camp prolétarien

Prise de position sur la plateforme du Courant Communiste International

La plateforme (PF) du CCI¹⁸ fut adoptée lors de son 1^{er} congrès en 1976. Depuis, elle a subi quelques « rectifications (...) décidées aux 3^e, 7^e et 14^e congrès du CCI en 1979, 1987 et 2001. » (Introduction à la plateforme¹⁹) Il est à noter que la version disponible et sur laquelle nous basons notre prise de position n'intègre pas la théorie opportuniste de la Décomposition introduite au cours des années 1990. Ce n'est que dans les *positions de base*²⁰, synthétisant les positions de la plateforme, qu'elle apparaît publiquement : « Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. »

Le texte de 1976 commence par situer historiquement la constitution du CCI sur le fait qu'« après la fin de la plus longue et profonde contre-révolution de son histoire, le prolétariat retrouve progressivement le chemin des combats de classe. » Et en effet, la fin des années 1960 est marquée aussi par la fin de la reconstruction d'après-guerre et par une reprise ouvrière internationale dont le signal fut donné par la grève de masse de mai 1968 en France. « Depuis le surgissement de 1968 en France, c'est de l'Italie à l'Argentine, de l'Angleterre à la Pologne, de la Suède à l'Égypte, de la Chine au Portugal, des États-Unis à l'Inde, du Japon à l'Espagne, que les luttes ouvrières sont redevenues un cauchemar pour la classe capitaliste. » La rupture historique fut réelle. Il en résulta l'émergence, elle aussi internationale, d'une nouvelle génération de révolutionnaires, dont certains se regroupèrent plus ou moins clairement autour des positions de la Gauche communiste. Parmi ceux-ci, beaucoup le firent sur les positions que le CCI finit par synthétiser dans ce document programmatique. En ce sens, la plateforme a représenté un moment du combat historique pour le parti et, à ce titre, elle exige un regard et un bilan critiques.

Malheureusement, l'influence de la révolte étudiante, de l'esprit libertaire et petit-bourgeois de la fin des années 1960, auxquels il convient d'ajouter la réaction au stalinisme, en particulier en milieu ouvrier, fit que la Gauche communiste dite *germano-hollandaise* fut le biais *conseilliste* qui permit à une grande partie de cette génération, en particulier ceux qui devaient for-

mer ou rejoindre le CCI, de se réappropriier les positions de classe. Comme il l'a toujours reconnu lui-même, la rupture organique avec les fractions de la Gauche communiste issues de l'Internationale Communiste (IC), dans son cas d'avec la Gauche communiste de France (GCF) et plus largement avec la Gauche dite italienne, ne put être comblée par la seule présence de Marc Chirik, membre de la fraction italienne à partir de 1938, puis de la GCF²¹. La plateforme du CCI en souffre énormément au point de se revendiquer non seulement, et à juste titre, « de la Ligue des communistes, des 1^{er}, 2^e et 3^e Internationales » mais aussi de courants aussi opposés que les « Gauches allemande, hollandaise et italienne ». Nous verrons qu'à l'arrivée, l'esprit de synthèse a laissé peu de place à la *gauche italienne* et beaucoup à la *germano-hollandaise*. De fait, la synthèse, quête illusoire à terme, ne pouvait être qu'un moment du regroupement international et de la réappropriation historique qui correspondait en partie à cette époque particulière et qui aurait dû être dépassée par la suite. Il n'en fut rien.

Cohérence et acquis de la plateforme de 1976...

Les positions de la plateforme du CCI sont indéniablement sur le terrain de classe. Elles correspondent à celles de la plateforme de la Tendence communiste internationaliste (TCI), ce qui fait que bien souvent les camarades jeunes ou inexpérimentés ne voient pas de réelle différence entre les deux. À ce jour, et malgré ses insuffisances sur lesquelles nous allons revenir, la plateforme du CCI et celle de la TCI représentent encore les acquis programmatiques les plus avancés. De surcroît, la première présente l'avantage d'une exposition systématique, distincte et nette des *frontières de classe*. Elle permet ainsi à tout lecteur et militant de se situer clairement *pour ou contre* ce qui est essentiel pour ce type de document servant de base à l'adhésion de nouveaux membres et fondant l'unité et l'action de l'organisation communiste, du *parti*.

« Toute défense, même critique ou conditionnelle [des pays dits socialistes, ex-URSS, Chine, etc] est une activité contrerévolutionnaire. (...) Toute position défendant (...) toutes politiques d'"utilisation", de "rénovation" ou de "reconquête" d'organisations à caractère syndical (...) est fondamentalement non-prolétarienne. (...) Les tactiques de "parlementarisme révolutionnaire" (...) se sont [aujourd'hui]

18 . <https://fr.internationalism.org/plateforme>

19 . <https://fr.internationalism.org/introplateforme>

20 . <https://fr.internationalism.org/positions>

21 . La participation au groupe français *Révolution internationale* d'un autre militant de la GCF, Mouso (Robert Salama), fut partielle et éphémère du fait de son isolement en Guyane, puis de son décès en 1979.

d'hui] avérées, après une pratique aux résultats désastreux pour la classe, une politique foncièrement bourgeoise. (...) Tout courant politique qui tente de lui [le prolétariat] faire quitter son terrain [de classe au moyen d'une quelconque tactique frontiste, front uni, front anti-fasciste, etc.] sert directement les intérêts de la bourgeoisie. (...) Toute position de "soutien inconditionnel" ou "critique" [aux luttes de libération nationale] est incompatible avec une activité communiste cohérente. (...) Toutes les positions politiques qui (...) défendent l'autogestion, participent, en fait, à la défense objective des rapports de production capitalistes. (...) Les gouvernements et les partis politiques bourgeois ont appris à récupérer [les luttes parcelaires, féminisme, anti-racisme, etc....] et à les utiliser efficacement dans la préservation de l'ordre social. (...) L'ensemble des courants, soi-disant révolutionnaires [maoïsme, trotskisme, anarchisme] qui se situe aujourd'hui dans le cadre d'une même démarche politique, en défendant un certain nombre de positions des partis socialistes et communistes, comme par exemple, les alliances anti-fascistes, appartiennent au même camp que celui du capital. » Ces positions sont effectivement des frontières de classe minimales qui seront partie intégrante de la plateforme du futur parti mondial du prolétariat et indispensables à son unité politique et militante.

De plus, le document vise à une certaine méthodologie et cohérence à la fois dans l'exposition ordonnée des différents points et dans leur argumentation. Le premier, la théorie de la révolution communiste, défend que « le marxisme est l'acquis théorique fondamental de la lutte prolétarienne [et] le seul cadre à partir et au sein duquel la théorie révolutionnaire peut s'établir ». Il réaffirme le principe de la lutte des classes, « le marxisme [expliquant] la marche de l'histoire par le développement de la lutte de classe », et le caractère révolutionnaire du prolétariat. Le second, Les conditions de la révolution communiste, définit la finalité communiste. « La révolution prolétarienne (...) a pour but de remplacer des rapports de production basés sur la pénurie par des rapports de production basés sur l'abondance, c'est pour cela qu'elle signifie la fin de toute forme de propriété, de privilèges et d'exploitation. » Pour cela, « elle est la première forme de révolution à caractère mondial, qui ne puisse atteindre ses buts qu'en se généralisant à tous les pays » ; « la prise du pouvoir politique par le prolétariat précède nécessairement la période de transition » entre capitalisme et communisme ; « le développement de la lutte révolutionnaire est conditionnée par l'approfondissement et la généralisation de la lutte du prolétariat comme classe exploitée » et non par la négation de son caractère de classe exploitée. Même si nous ne les formulerions pas toutes comme cela aujourd'hui – la formule prise de pouvoir politique est trop vague pour un document programmatique –, ces points font partie intégrante des principes et du programme communistes.

Le point suivant est *La décadence du capitalisme*. Il est celui qui donne la cohérence théorique à l'ensemble de la plateforme et fournit l'unité des positions de classe tel que le CCI d'alors les comprenait et les défendait. C'est là la force et la faiblesse du document, et ses limites aujourd'hui. Avec la fin du 19^e siècle se termine la période historique d'ascendance du capitalisme initiée dès le 16^e siècle et l'éclatement de la 1^{er} Guerre impérialiste mondiale sanctionne définitivement l'entrée dans sa période de décadence. La reconnaissance d'une dynamique historique différente et d'une rupture fondamentale pour le capitalisme est un acquis du mouvement ouvrier que Lénine sut définir comme *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* et que l'Internationale Communiste jugea indispensable, et central, d'inclure dans sa propre plateforme : « Une nouvelle époque est née. Époque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Époque de la révolution communiste du prolétariat. » Que le CCI explique cette rupture historique à partir de la théorie des crises mise en avant par Rosa Luxemburg, principalement l'absence de marchés extra-capitalistes permettant la poursuite de l'accumulation du capital, et qu'il y ait d'autres théories et analyses, ne change rien au fait que sa position sur la déclin historique du capitalisme s'inscrit dans le cadre programmatique issu de l'IC et de la Gauche communiste sur ce point.

... mais une cohérence mécanique, économiciste et non marxiste

« Dans la décadence capitaliste, la tendance générale vers le capitalisme d'État est une des caractéristiques dominantes de la vie sociale... [Si elle] se manifeste dans tous les pays du monde, elle s'accélère et éclate avec plus d'évidence quand, et où les effets de la décadence se font sentir avec le plus de violence : historiquement durant les périodes de crise ouverte ou de guerre... » Le développement incessant et généralisé du capitalisme d'État tout au long du 20^e siècle, et surtout depuis la 2^e Guerre mondiale jusqu'à nos jours, correspond essentiellement à trois priorités pour chaque capital national : centraliser et unifier au maximum toutes les fractions du capital national en vue de la concurrence internationale ; « mettre sur pied la puissance militaire nécessaire à la défense de ses intérêts face aux antagonismes internationaux » ; et la discipline sociale dirigée avant tout contre le prolétariat. On peut regretter que ce passage ne rende pas plus explicite le lien entre capitalisme d'État et les besoins de la guerre impérialiste généralisée ce qui tend à réduire le phénomène du capitalisme d'État aux seules nécessités économiques immédiates, alors qu'il est surtout et avant tout une réponse **politique** contre le prolétariat et pour les besoins de la guerre impérialiste – elle-même seule réponse bourgeoise aux contradictions et à l'impasse économiques

du capitalisme dans sa période de déclin historique. Nous allons voir que cette tendance *économiste*, matérialiste vulgaire et donc non-marxiste traverse toute la plateforme. Relevons néanmoins que celle-ci insiste sur le fait que, quelle que soit la forme du pouvoir d'État, dictatoriale ou démocratique, « *l'appareil d'État (...) exerce un contrôle de plus en plus puissant, omniprésent et systématique sur tous les aspects de la vie sociale* » ce qui aurait dû au contraire ouvrir la voie à la compréhension **historique** et **politique** d'un certain nombre de positions de classe d'aujourd'hui, en particulier celles liées aux conditions de la lutte prolétarienne telle la question syndicale.

La lutte du prolétariat dans le capitalisme décadent est caractérisée par le fait que « *la lutte pour des réformes est devenue une utopie grossière.* » Ce faisant, le document réduit les nouvelles conditions de la lutte prolétarienne liée à la période de *l'impérialisme* ou de *décadence* du capitalisme à la seule dimension économique, et même à la simple opposition *ou bien réformes ou bien impossibilité de réformes*. Il néglige et ignore ainsi les dimensions historiques et politiques, à savoir l'exercice par l'appareil d'État d'« *un contrôle de plus en plus puissant, omniprésent et systématique sur tous les aspects de la vie sociale* » pourtant souligné au point précédent. C'est fondamentalement cette concentration des forces du capital autour de l'État et contre le prolétariat, en particulier contre toute expression de lutte permanente telles ses organisations de masse, qui définit les nouvelles conditions de la lutte prolétarienne, y inclus le phénomène secondaire, mais néanmoins réel, de l'impossibilité croissante de *réformes durables*. « *La grève de masse (...) comme forme universelle de la lutte de classe prolétarienne déterminée par le stade actuel du développement du capitalisme et des rapports de classe* » fut identifiée par Rosa Luxemburg, dans *Grève de masse, parti et syndicats* (1906²²), par Trotsky dans son livre 1905, et d'autres encore. Lénine et le parti bolchevique démontrèrent avec brio, ô combien !, leur maîtrise du phénomène et de la dynamique de la *grève de masse* entre février et octobre 1917 et le rôle indispensable et crucial de direction politique que le parti peut et doit exercer au cours de celle-ci pour mener le prolétariat à son insurrection et à l'exercice de sa dictature de classe.

Les syndicats sont devenus inopérants car « *le capitalisme cesse d'être en mesure d'accorder des réformes et des améliorations en faveur de la classe ouvrière.* » De nouveau, l'explication mécanique et économiste *ou bien réformes ou bien impossibilité de réformes* revient pour fonder le fait, juste et que nous partageons, que les syndicats sont devenus « *d'authentiques défenseurs du*

capitalisme, des agences de l'État bourgeois en milieu ouvrier (...) par la tendance inexorable de l'État de la période de *décadence* à absorber toutes les structures de la société. » Du coup, et dans la mesure où le passage des syndicats dans le camp bourgeois aurait été mécaniquement fatal du seul point de vue économique, et non le résultat d'un affrontement de classe conditionné par le passage à la nouvelle période historique, le combat que les minorités communistes ont mené de 1918 jusqu'à, grossièrement, la 2^e Guerre mondiale dans les syndicats est négligé et rejeté²³. Le CCI aurait dû s'interroger sur les raisons de principe et de méthode qui fondaient encore en 1945 l'intervention et l'activité syndicales de son ancêtre... la Gauche communiste de France.²⁴ Par contre, il faut saluer la capacité du CCI *historique* pour clairement comprendre que les syndicats sont devenus des organes à part entière de l'État bourgeois et, dans les années 1980 pour le moins, en tirer toutes les implications quant à son intervention dans les luttes réelles de la classe, c'est-à-dire les luttes dans lesquelles les syndicats et les forces politiques bourgeoises de gauche sont présentes et actives. Loin d'attendre une lutte pure libérée des syndicats par la grâce du Saint Esprit, il comprit alors pleinement que les groupes communistes d'avant-garde et le parti se devaient d'être au premier rang du combat politique contre les dévoiements et les sabotages syndicaux et gauchistes et pour la direction politique des luttes ouvrières. Pour sa part, le CCI *d'aujourd'hui* a tourné le dos à cette position fondamentale depuis au moins deux décennies et préfère s'adonner au fétiche de l'auto-organisation et de l'assembléeisme, au nom des *véritables assemblées* débarrassées des syndicats, pour masquer son défaitisme. « *Le caractère profondément prolétarien du mouvement [des étudiants de 2006 en France] s'est également illustré dans les formes qu'il s'est données, notamment celles des assemblées générales souveraines dans lesquelles se manifeste une vie réelle n'ayant rien à voir avec les caricatures "d'assemblées*

22 . https://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/greve7.htm

23 . Ce qui explique les difficultés que le CCI a pu avoir dans les années 1970, et qu'il a su dépasser, pour se dégager de la vision anti-syndicaliste *infantile* de la Gauche allemande, du KAPD, des années 1919-1920 et ses conséquences pour l'intervention dans les luttes ouvrières, telle l'attente vaine de luttes "pures", surgissant spontanément et délogées de l'influence et du sabotage des syndicats.

24 . « Nous devons aussi combattre les tendances qui, partant du fait de l'existence d'une bureaucratie syndicale extrêmement forte, formant une couche réactionnaire avec des intérêts homogènes opposés aux intérêts de classe du prolétariat et à la révolution prolétarienne, affirment que les organisations syndicales sont dépassées en tant qu'instruments de lutte anti-capitalistes. La fraction syndicale communiste est formée par tous les militants de l'organisation communiste appartenant au même syndicat. » (Internationalisme #1, Résolution sur la question syndicale, 1945, à lire sur le site de l'ex-Fraction interne du CCI : http://fractioncommuniste.org/internationalisme/fra/i01/i01_4.html).

générales" convoquées habituellement par les syndicats dans les entreprises. »²⁵ Autrement dit, la *vie réelle* n'est pas la lutte des classes, celle-là même qui voit les forces bourgeoises en milieu ouvrier, au premier chef les syndicats, s'opposer, dévier et saboter les réactions prolétariennes, en particulier dans les assemblées générales ouvrières. Refrain bien connu du petit-bourgeois pleurnichard et impuissant, la *vie réelle* selon le CCI d'aujourd'hui est celle où la lutte des classes a disparu et n'existe pas.

« Dans sa phase de décadence, le Parlement **cesse d'être un organe de réformes**, comme le dit l'Internationale communiste au 2^e congrès. » La plateforme du CCI se réfère aux thèses sur *Le Parti communiste et le parlementarisme* adoptées en 1920 selon lesquelles « le Parlement ne peut être en aucun cas, à l'heure actuelle, le théâtre d'une lutte pour des réformes et pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière. » Mais, les thèses ne limitent pas la question à la seule impossibilité de réforme dans la décadence, loin s'en faut. « L'attitude de la 3^e Internationale envers le parlementarisme n'est pas déterminée par une nouvelle doctrine, **mais par la modification du rôle du parlementarisme même.** Dans les conditions actuelles, caractérisées par le déchaînement de l'impérialisme, le Parlement est devenu un instrument de mensonge, de fraude, de violences, de destruction, des actes de brigandage, œuvres de l'impérialisme, les réformes parlementaires (...) ont perdu toute importance pratique pour les masses laborieuses.²⁶ » Comme on le voit, l'IC l'englobe dans une vision et une compréhension beaucoup plus large et au premier plan **politique**, c'est-à-dire au plan de la lutte des classes entre bourgeoisie et prolétariat dans les conditions définies par la phase *impérialiste* du capital.

Si les révolutionnaires furent amenés au 19^e siècle à appuyer certaines luttes de *libération nationale*, « un tel appui reposait sur le fait que, dans la phase ascendante du capitalisme (...), la nation représentait le cadre approprié au développement du capitalisme et toute nouvelle édification de ce cadre constituait un pas en avant dans le sens d'une croissance des forces productives au niveau mondial et donc dans le sens de la maturation des conditions matérielles du socialisme. Avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence (...), la nation devient un cadre trop étroit pour le développement des forces productives. » Une fois de plus, la plateforme du CCI réduit considérablement l'ampleur de la question à sa simple dimension économique, même si le développement des forces productives est historiquement déterminant. Car, si

Marx et Engels furent conduits à appuyer certaines revendications et luttes nationales, c'était avant tout et essentiellement pour des questions politiques **historiques**, pour favoriser au mieux les conditions de la lutte de classe prolétarienne, « pour le développement historique du pays en direction de la révolution économique et politique. »²⁷ Les raisons avancées par Marx et Engels pour soutenir l'indépendance de l'Irlande et de la Pologne n'ont que peu à voir avec le développement des forces productives dans ces pays : « aussi l'Association Internationale des Travailleurs visa-t-elle avant tout à hâter la révolution sociale en Angleterre. Et le seul moyen d'y parvenir est de rendre l'Irlande indépendante. »²⁸ Il en fut de même pour la lutte nationale en Pologne qui « se retrouve au milieu du continent, et le maintien de sa division est précisément le lien qui ressoude à chaque fois entre elles les puissances de la Sainte-Alliance [alors bras armé de la contre-révolution à l'échelle européenne réunissant l'Autriche et la Prusse autour de la Russie tsariste]. (...) Tant que la Pologne est divisée et asservie, il n'est donc pas possible qu'un puissant parti socialiste se développe dans le pays... »²⁹

Nous avons souligné la cohérence de la plateforme du CCI fournie par la distinction *ascendance-décadence*, pour l'essentiel réduite ici à **ou bien réformes ou bien impossibilité de réformes**, conception qui peut mener à la sous-estimation des luttes revendicatives. L'unité et la clarté d'exposition des *frontières de classe* en résultant est le point de force du document. La démarche et la compréhension mécanique et économiste en est sa faiblesse. Elle est typique du matérialisme vulgaire propre au conseillisme qui développe une vision fataliste et mécanique de l'histoire au détriment de sa vision dynamique – marxiste – qui place la lutte des classes au centre et comme moteur de l'histoire.

« D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi, n'avons jamais affirmé davantage. Si quelqu'un dénature cette position en ce sens que le facteur économique est le seul déterminant, il le transforme ainsi en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la

25 . CCI, Thèses sur le mouvement étudiant de 2006, *Revue internationale* #125, <https://fr.internationalism.org/rint125/france-etudiants>.

26 . *Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste*, Bibliothèque communiste, Librairie du travail, 1934, en facsimilé, François Maspéro, 1975. Nous soulignons. On ne trouve pas ces thèses sur marxist.org.

27 . Engels, brouillon de lettre à Trier, 18 décembre 1889, cité dans *Le parti de classe* de Dangeville, éditions Maspéro, 1973.

28 . Marx, lettre à Meyer et Vogt, 9 avril 1870, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/parti/km-pc062.htm>. Nous invitons le lecteur à lire l'argumentaire de Marx dans cette lettre qui n'évoque jamais la *nécessité du développement des forces productives* en Irlande, mais le lien entre « la chute de l'aristocratie anglaise en Irlande [entraînant] sa chute en Angleterre [et, ce faisant, la création des] conditions préalables d'une révolution prolétarienne en Angleterre », ne serait-ce que parce que la division et l'hostilité entre prolétaires anglais et irlandais pourraient alors être surmontées.

29 . Engels, lettre à Kaustsky, 7-15 février 1882, *Le parti de classe* de Dangeville.

base, mais les divers éléments de la superstructure : les formes politiques de la lutte de classe et ses résultats (...), les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants (...) exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme.»³⁰

Il convient de signaler que le point sur *La nature contre-révolutionnaire des "partis ouvriers"*, modifié - et enrichi selon nous - en 1987 après le combat du CCI contre le centrisme vis-à-vis du conseillisme des années précédentes, se différencie de cette approche conseilliste. Il n'explique pas le passage dans le camp bourgeois des partis socialistes et communistes stali-niens par l'impossibilité pour des partis de masse du prolétariat d'exister du fait de l'impossibilité de ré-formes dans la décadence du capitalisme mais à partir de la lutte des classes elle-même, des processus de dé-générescence opportuniste que la 2^e et la 3^e Interna-tionales vécurent, puis leur mort en tant qu'Interna-tionale avec la 1^{er} Première guerre mondiale pour la 2^e et l'adoption du socialisme en un seul pays pour la 3^e, suivie de l'intégration finale des partis nationaux, PS et PC comme « rouages souvent majeurs de l'appareil de l'État de leurs pays respectifs. »

L'Organisation des révolutionnaires ou les fai- blesses congénitales d'ordre conseilliste du CCI

La démarche mécanique et économiciste de la plate-forme du CCI exposée, le caractère ouvertement conseilliste des derniers points de la plateforme, sur-tout sur *L'organisation des révolutionnaires*, ne surpren-dra pas. Nous ne nous attarderons pas sur *La première vague révolutionnaire du prolétariat mondial* qui présente l'avantage de défendre - trop timidement à notre goût - le caractère prolétarien de la Révolution d'Octobre 17 en Russie et la constitution de l'Internationale com-muniste comme parti mondial du prolétariat. Nous pourrions débattre de certains points précis avancés dont beaucoup se rapportent au débat historique, tou-jours "ouvert" selon nous, sur la période de transi-tion entre capitalisme et communisme. *La dictature du prolétariat* réaffirme la nécessité de « la destruction de fond en comble de l'État capitaliste [et de l'usage par le prolétariat de] sa propre violence révolutionnaire de classe » mais ignore complètement le rôle du parti - le mot *parti* n'est même pas utilisé une seule fois dans ce point ! - tant dans l'insurrection ouvrière - elle-même ignorée - que dans l'exercice de la dictature elle-même. Or, l'expérience même d'Octobre 1917 et de la vague révolutionnaire internationale 1917-1923 ont définitivement validé la position de principe affichée par Marx et Engels : sans parti, ni insurrection victo-

rieuse, ni dictature du prolétariat ne sont possibles.

Le dernier point, le plus long de toute la plateforme, sur *L'organisation des révolutionnaires* révèle clairement la contradiction qui a habité le CCI depuis ses débuts entre son approche et ses faiblesses congénitales d'ordre conseilliste et sa volonté de se réappropri-er les leçons du mouvement ouvrier et particulièrement de la Gauche communiste. Certes, le *parti* est mention-né comme tel, formellement, abstraitement, en fait à reculons : « *l'organisation des révolutionnaires dont la forme la plus avancée est le parti (...); on peut alors parler de parti pour désigner l'organisation de cette avant-garde (...); la nature mondiale et centralisée de la révolution pro-létarienne confère au parti...* » Mais nulle part le rôle et la fonction du parti en tant qu'avant-garde et direction politiques du prolétariat ne sont évoqués.

C'est à raison que le CCI défend que « *si la classe et l'or-ganisation de son avant-garde sont deux choses bien dis-tinctes, elles ne sont pas pour cela séparées, extérieures l'une à l'autre ou même opposées comme le prétendent les courants "léninistes" et, d'autre part, les courants conseillistes-ouvriéristes.* » Ce faisant, le CCI se distingue du courant *bordiguiste*, qui est pour les jeunes généra-tions de révolutionnaires d'après-68 la seule expres-sion de la Gauche d'Italie (le courant daméniste, *Battaglia comunista*, est alors quasi inconnu hors d'Italie), et du courant *conseilliste* qui est à la mode dans l'atmo-sphère anti-stalinienne, libertaire et estudiantine de l'époque et qui voit l'apparition d'un certain nombre de groupes se revendiquant du conseillisme et de la Gauche germano-hollandaise. De nombreux passages de ce dernier point de la plateforme sont justes en soi mais ils sont contredits par d'autres de nature et contenu ouvertement conseillistes. Exemple :

« *L'auto-organisation des luttes de la classe et l'exercice du pouvoir par elle-même n'est pas une des voies vers le com-munisme (...) c'est l'unique voie* [souligné dans la plate-forme]. *L'organisation des révolutionnaires (dont la forme la plus avancée est le parti) est un organe nécessaire que la classe se donne pour le développement de la prise de conscience de son devenir historique et pour l'orientation politique de son combat vers ce devenir.* » Est conseilliste la substitution **des conseils ouvriers en tant qu'or-ganes de l'insurrection prolétarienne et de l'exer-cice de la dictature du prolétariat** par *l'auto-organi-sation des luttes et l'exercice du pouvoir* - inutile de dire que tout gauchiste, surtout anarchiste, un tant soit peu radical se reconnaît avec enthousiasme dans ce verbiage anarchisant et plus que confus du point de vue marxiste et de classe. Est conseilliste la réduction du rôle du *parti* à la seule dimension *prise de conscience et orientation vers ce devenir* en lieu et place de la di-mension historique, plus large, et concrète, plus im-médiate, de *direction politique* tant vers ce devenir que dans les combats quotidiens de la classe révolution-

30 . Engels, lettre à J. Bloch, 21-22 septembre 1890.

naire.

Cette réduction du rôle du parti à un simple *conseiller* ou *éclairé* de la classe³¹ se fonde sur la thèse centrale de l'économisme et du conseillisme qui est malheureusement présente dans la plateforme. « *La conscience de la classe se forge à travers ses luttes, elle se fraye un chemin difficile à travers ses succès et ses défaites.* » Cette position de l'économisme est celle-là même que Lénine combattit à raison dans *Que faire* et que le CCI dut à son tour combattre en son sein dans les années 1980. « *En faisant de la conscience un élément uniquement déterminé et jamais déterminant de la lutte de classe ; en considérant que le "seul et unique creuset de la conscience de classe", c'est la lutte massive et ouverte, [cette thèse] ne laisse aucune place aux organisations révolutionnaires (...). La seule différence majeure entre cette vision [centriste vis-à-vis du conseillisme] et le conseillisme, c'est que ce dernier va jusqu'au bout de sa démarche en rejetant explicitement la nécessité des organisations communistes...* »³² Ce fut à la suite de ce débat interne que le CCI adopta en janvier 1984 une résolution précisant, entre autres choses, que « *la condition de la prise de conscience est donnée par l'expérience historique de la classe capable d'appréhender son avenir, et non par les luttes contingentes-immédiates.* » Ce faisant, elle s'inscrivait en contradiction avec ce point de la plateforme du CCI, qui cependant n'a jamais été corrigé.

Une plateforme devenue dépassée et inadaptée à la période actuelle

C'est donc toute la plateforme du CCI qui est traversée par une démarche conseilliste. La dynamique et l'enthousiasme provoqués par les luttes prolétariennes massives des années post-1968, au moins jusqu'au milieu des années 1980, restaient suffisamment vifs pour qu'au sein même du CCI, des tendances – non matérialisées, non personnalisées, sauf à quelques exceptions près elles-mêmes hésitantes et inconséquentes – cherchant à se dégager des origines et des entraves conseillistes puissent émerger et même l'emporter à l'occasion, du moins formellement. Principalement au cours des années 1980, il y eut des avancées et un combat auquel tout militant d'aujourd'hui peut se référer dans la *Revue internationale* de cette organisation.

31 . Le paradoxe d'un passage d'une démarche matérialiste mécanique à l'idéalisme n'est qu'apparent. Le conseilliste inconséquent qui ne va pas jusqu'à nier absolument la nécessité de l'organisation politique est contraint de réduire le rôle de celle-ci à celui « *de diffuser la lucidité et le savoir, d'étudier, discuter et formuler des idées sociales, et d'éclairer l'esprit des masses au moyen de leur propagande.* » (Anton Pannekoek, Cinq thèses sur la lutte de classe, 1947, in Pannekoek et les conseils ouvriers, EDI Paris, 1969)

32 . *Les glissements centristes envers le conseillisme*, *Revue internationale* #42, 1985, <https://fr.internationalism.org/rinte42/debat.htm>

Tout comme on peut se référer à ses expériences d'intervention pratiques dans les luttes massives prolétariennes des années 1970 et 1980 dont, pour sa part, le GIGC se revendique et qu'il reprend à son compte.

Malheureusement, les tendances, ou les dynamiques, *partidistes* ou anti-conseillistes qui s'exprimèrent, ne remportèrent que des victoires éphémères et superficielles. Elles ne surent pas mener le combat jusqu'au bout. Le maintien des positions ouvertement conseillistes de la plateforme et l'incapacité de se réapproprier l'héritage théorique et programmatique de la Gauche italienne comme un tout furent les principales expressions de cette impuissance. Il en résulta que le non-dépassement de cette contradiction, *conseillisme-partidisme*, déboucha sur... – nous n'y résistons pas et les connaisseurs apprécieront – un *pourrissement sur pied* du CCI à partir des années 1990 ouvrant sa phase de *décomposition* politique dont les crises organisationnelles de 1995 et 2001 furent ses expressions les plus extrêmes et facteurs aggravants.

Il n'en reste pas moins que la plateforme du CCI de 1976 permit le regroupement de multiples forces et militants autour du monde, sur tous les continents, qui se reconnurent en elle dans les années 1970 et 1980. Elle représente à ce titre une expérience dont les jeunes générations auraient tort de sous-estimer les apports et les leçons. Aujourd'hui, elle est dépassée, ne serait-ce que parce que la situation historique présente exige l'abandon de ce legs d'ordre conseilliste et la réappropriation la plus complète possible des principaux apports théoriques et politiques de la Gauche communiste d'Italie³³. En ce sens, la plateforme *centriste envers le conseillisme* du CCI appartient au passé, à un moment et une possibilité que l'histoire a refermés définitivement, probablement avec l'épuisement des toutes puissantes idéologies stalinienne et anti-stalinienne qui prévalaient jusqu'à la chute du mur de Berlin et de la mort de l'URSS.

Le GIGC, février 2021

33 . Même si les autres gauches, la germano-hollandaise en particulier, ne peuvent pas être ignorées, ce n'est pas tant par leurs apports théoriques et politiques – il en est, mais rares et partiels –, mais par le combat que la Gauche communiste *pro-parti* – pour reprendre l'expression de Lénine – dut mener contre elles et les leçons apportées.

Quel avenir pour la revue 1919 de la TCI en Amérique du nord ? Publication de la Gauche communiste ou cheval de Troie du gauchisme ?

« Les idées révolutionnaires ne sont la propriété d'aucune organisation, et les problèmes de chaque composante du camp prolétarien sont l'affaire de tous. Tout en réservant notre droit de critique, nous devons saluer sans réserve tout mouvement, dans les autres organisations, qui nous paraît exprimer une dynamique positive. Les questions soulevées par le congrès de World Revolution sont trop importantes pour rester les affaires privées d'une quelconque organisation, elles sont, et doivent devenir visiblement le problème de tout le milieu prolétarien. » (Workers' Voice n°20, revue de la CWO dans les années 1980)

Les nouvelles sections nord-américaines de la TCI³⁴ qui se présentent comme « affiliées à la Tendance communiste internationale » ont entamé la publication d'une revue intitulée 1919. Elle serait le résultat d'un processus de discussion et de clarification politiques autour de l'ancienne revue *Intransigence*. Si, en soi, toute nouvelle publication affiliée à un groupe de la Gauche communiste est bienvenue et à saluer, la lecture de son premier numéro nous laisse pour le moins dubitatifs. Nous craignons qu'elle soit loin de représenter un véritable pas en avant pour la présence politique de la Gauche communiste en Amérique du Nord. En effet, d'une part, il n'est fait aucune référence aux points et positions politiques sur lesquels les camarades se sont regroupés, au contenu des débats ayant animé *Intransigence*, aucune référence non plus aux positions programmatiques de la Gauche communiste et même à la plateforme que la TCI vient pourtant d'actualiser et de publier. Comme le défendait Lénine dans son combat contre les mencheviks : « Devenu membre du Parti, je suis obligé (...) de me référer à telle ou telle disposition formellement établie de notre programme³⁵. »

D'autre part, et même s'il y aurait bien des aspects à traiter, de l'analyse parfois intéressante des intérêts impérialistes derrière la course aux vaccins à la défense à peine voilée des principes de la charité chrétienne³⁶, l'analyse et la position politiques adoptées sur la lutte des classes aux USA est politiquement très

préoccupant. En effet, dans ses analyses et orientations politiques concernant les émeutes et manifestations découlant de l'assassinat tragique de Georges Floyd ainsi que l'invasion du Capitole par des militants trumpistes, 1919 est incapable de se démarquer de la campagne idéologique et politique menée par l'ensemble des partis et groupes de la gauche du capital américaine. Encore une fois, la mention et la référence explicite aux questions de programme et de frontières de classe, surtout pour un premier numéro, auraient sans doute aidé les nouveaux affiliés à limiter l'ampleur des concessions à la gauche capitaliste qui sont avancées dans cette revue.

La revue conçoit les émeutes et manifestations ayant suivi l'assassinat de G. Floyd comme un mouvement authentiquement de classe, comme « une réponse intense de la classe ouvrière (...) contre l'État policier et l'État capitaliste. » Elle base son assertion sur une vision étroitement sociologique des manifestations, « la composition de classe de ces manifestations initiales était également largement prolétarienne. » Les individus participant aux émeutes sont largement des prolétaires. Ce doit être forcément un mouvement de classe! Or, en faisant cette analyse réductrice, 1919 tourne le dos aux leçons de la Gauche communiste. La composition sociale d'un mouvement peut certes avoir sa signification, mais ce qui compte en première instance est son orientation politique. Par exemple, la Gauche communiste dénonça la fausse alternative entre fascisme et antifascisme durant la guerre civile espagnole parce que les combats sur les fronts militaires, dont les soldats étaient pourtant largement prolétaires, visaient la défense de la république bourgeoise. Comment 1919 fait-elle pour être autant aveugle face à la même fausse alternative entre racisme et antiracisme qui se joue actuellement aux USA?

« Le mot d'ordre et le mouvement pour "abolir la police" (...) sont clairement une menace pour la classe capitaliste car il remet en question l'institution du maintien de l'ordre. » Comment une publication de la TCI peut-elle reprendre à son propre compte un mot d'ordre aussi caricatural de l'anarchisme radical petit-bourgeois? Comment 1919 peut par la suite se plaindre que dans un deuxième temps le mouvement ait adopté le slogan moins « prolétarien », selon elle, « defund the police »

34 . cf. notre salut à l'adhésion du " 2e " Klasbatalo à la TCI et nos commentaires critiques quant aux manques que nous relevions déjà dans le processus de clarification politique. (<http://igcl.org/Salut-a-l-adhesion-de-Klasbatalo-a>).

35 . Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1904/05/vil19040500.htm>

36 . Il faut le voir pour le croire : « Nous étendons notre solidarité à tous les autres travailleurs du monde entier et les invitons à prendre toutes les mesures possibles pour assurer leur sécurité et celle des autres. Nous encourageons les gens à donner leurs cadeaux non désirés et leurs restes de nourriture à ceux qui vivent dans la rue ou qui ont du mal à joindre les deux bouts, plutôt que de les jeter. Toute la nourriture que vous n'aurez pas mangée avant qu'elle n'expire ? Quelqu'un d'autre la mangera. (...) C'est en tissant des liens avec d'autres travailleurs et en reconnaissant que le véritable " nous sommes tous ensemble dans cette situation " est notre lutte commune, même si variée, que nous pouvons non seulement aider à mieux combattre les sentiments quotidiens d'aliénation, d'impuissance et de solitude, mais aussi travailler au renversement révolutionnaire de l'état actuel des choses. »

[arrêter de financer la police] ? Comment peut-elle être aussi ignorante devant les manœuvres gauchistes de mouvements comme *Black Lives Matter* et de tout l'appareil d'État, à commencer par le parti démocrate ? Ce mouvement ne vise qu'à rénover la démocratie bourgeoise en la purgeant de ses vieilleries racistes et a d'ailleurs réussi largement à rabattre de nombreux prolétaires vers la démocratie bourgeoise puisque la participation électorale aux dernières présidentielles a atteint un taux jamais vu depuis des décennies.

La réappropriation défailante des positions de la Gauche communiste entraîne 1919 à faire sienne la phraséologie radicale de l'anarchisme : « *Le mot d'ordre "abolir la police" fut remplacé par le mot d'ordre réformiste "defund la police". Alors que certains défendaient cette évolution en ligne avec l'abolition de la police, car le "définancement" était supposé être la méthode pour atteindre l'objectif de l'abolition, l'adoption de ce dernier mot d'ordre indiqua clairement un éloignement de toute sorte de politique radicale et de retour en arrière vers le terrain institutionnel et bourgeois. La police n'est dès lors plus destinée à être combattue ou abolie dans les rues, ou dans les mains de l'auto-organisation de la classe ouvrière, mais était appelée au contraire à se tenir dans les édifices gouvernementaux de l'État capitaliste. (...) Ces manifestations cessèrent d'être une menace pour la classe capitaliste. (...) Cette nouvelle orientation de classe des manifestations est un autre outil utile pour examiner pourquoi il y eut de telles différences dans la présence policière entre les manifestations de juin du Black Live Matter et l'assaut du Capitol la semaine dernière.* »

Est-ce que les nouveaux membres de la TCI aux États-Unis se rendent compte que leur argumentation gauchiste les amène à défendre que les manifestations appelées et organisées par le *Black Lives Matter* (BLM) en juin étaient prolétariennes, ou du moins « *une menace pour la classe capitaliste* » ? Se rendent-ils compte aujourd'hui que la soi-disant remise en question « *de l'institution du maintien de l'ordre* » par les manifestants était en réalité, du point de vue de classe, *une expression et un facteur du maintien de l'ordre politique et idéologique capitaliste* contre les prolétaires et visant à les mobiliser sur le terrain bourgeois de l'antiracisme interclassiste et de l'identitarisme, c'est-à-dire derrière le parti démocrate et l'État ? Se rendent-ils compte qu'ils se sont retrouvés, non pas à l'avant-garde du prolétariat, mais à la queue du gauchisme petit-bourgeois et de la campagne lancée par le parti démocrate et ses satellites gauchistes, BLM et autres identitaires anarchistes sortis des universités américaines ?

Le rôle des communistes est de défendre à tout moment les intérêts historiques du prolétariat. Concrètement, cela se traduit en intervenant dans les luttes prolétariennes en répondant aux besoins et nécessités

des luttes elles-mêmes. En d'autres termes, il faut toujours mettre de l'avant l'indépendance et l'autonomie politique du prolétariat, « *la défense de l'autonomie de la classe ouvrière face au capital* » comme le souligne la plateforme de la TCI elle-même, ainsi que la nécessaire extension des luttes au-delà de leurs prémisses géographiques de base. Il faut aussi que les communistes assument le leadership politique de l'affrontement vis-à-vis de l'État bourgeois qui est toujours implicite dans chaque lutte qui part de la défense des conditions de vie de prolétaires. Il est tout à fait nocif et dangereux du point de vue politique de courir après les campagnes idéologiques de la gauche du capital en espérant pouvoir ensuite les rendre prolétariennes par la magie du Saint-Parti. Tout au contraire, « *les organisations politiques révolutionnaires devront être en position de mener les batailles politiques et organisationnelles nécessaires contre les forces de la gauche bourgeoise [qui] ne sont plus aujourd'hui que les organes du totalitarisme capitaliste* » indique de nouveau, et à raison, la plateforme de la TCI.

Il faut être clair sur la question du racisme. Comme pour le fascisme durant les années 1920-1930, la seule lutte qui sera en mesure de vaincre le racisme est *la lutte pour la destruction du capitalisme par le prolétariat et à partir de son terrain de classe, de ses revendications de classe*. L'idéologie moderne de l'antiracisme bourgeois basé sur les *identity politics* ressemble en bien des points aux coalitions interclassistes défendant la démocratie bourgeoise contre le fascisme durant l'entre-deux-guerres. Les mouvements comme *Black Lives Matter* ne visent qu'à rabattre les prolétaires, et en particulier les prolétaires noirs dont leurs sentiments de révoltes contre les assassinats racistes sont absolument légitimes, vers la défense d'une démocratie et d'un capitalisme non raciste, alors que leurs véritables ennemis sont justement la démocratie et le capitalisme.

L'orientation politique des groupes de la Gauche communiste ne doit pas être d'essayer de radicaliser davantage la gauche du capital. Celle-ci n'est pas une espèce d'avant-garde de la lutte de classes à laquelle manquerait seulement davantage de clarté politique. La gauche du capital a une fonction historique : égarer le prolétariat de son chemin de classe pour le rabattre sur les « solutions » illusoirement capitalistes : l'union nationale et la guerre. La frontière de classe entre eux et nous doit être parfaitement définie. Nous appelons donc 1919 à ne pas s'adapter aux positions locales de la gauche du capital américaine, mais à défendre les positions du prolétariat international en se basant sur les positions et la plateforme politique de l'organisation internationale chapeautant la revue, c'est-à-dire celles de la Tendance Communiste Internationaliste.

Robin, avril 2021

Contribution : l'anti-capitalisme gauchiste contre le prolétariat

Nous publions ci-après une contribution individuelle d'un camarade qui visait à dénoncer le caractère bourgeois de « l'anticapitalisme » prôné par nombre de partis de gauche et gauchistes. Elle voulait aussi relever l'utilisation et la récupération par le gauchisme des thèses conseillistes d'aujourd'hui, basées sur le fétichisme de l'auto-organisation et sur l'opposition à l'exercice de la dictature du prolétariat et au rôle dirigeant que le parti communiste doit y jouer. Malheureusement, outre une lecture parfois difficile, la contribution présente deux grandes faiblesses : la première est l'utilisation de formules pour le moins imprécises et, en plusieurs occasions, faisant des concessions politiques au gauchisme ce qui affaiblit sa dénonciation ; la seconde est qu'elle met sur le même plan conseillisme et gauchisme, comme l'illustre le titre de la contribution.

En effet, des formulations telles « la mouvance anticapitaliste (...) ne résiste pas à la confusion entre antilibéralisme et anticapitalisme », le NPA (groupe gauchiste français) distordrait, « distorsion théorique », le marxisme, son « " penser-agir " de mille et un marxismes n'est autre que l'abandon des principes marxistes », ou encore « l'infantilisme gauchiste » laissent à penser que le gauchisme contemporain aurait eu, ou aurait encore, quelque chose de « marxiste » ; que le NPA, dans ce cas, aurait défendu, ou défendrait encore, des principes marxistes puisqu'il pourrait les « abandonner »...

Par ailleurs, c'est une erreur de réduire à toute force le courant conseilliste des années 1920-1930 à la catégorie et postulat « démocratie » : « Tenter de critiquer le communisme de conseils sans critiquer le mythe de l'expérimentation démocratique, c'est tout simplement se soustraire aux principes marxistes » dit la contribution. La spéculation qui en découle, faire du conseillisme une incarnation de la « démocratie », finit par mettre sur le même plan le « communisme de conseil » et le courant gramsciste et, ce faisant, à ignorer ou travestir l'histoire réelle³⁷. Le premier fut une réaction, « infantile » mais de classe pour reprendre l'expression de Lénine, face à la trahison de la sociale-démocratie et à l'opportunisme gagnant l'Internationale Communiste alors que Gramsci fut l'agent et l'acteur de la bolchevisation zinoviéviste d'abord, puis de la victoire du stalinisme ensuite, au sein du PC d'Italie. Le conseillisme s'est maintenu en tant que courant de la Gauche communiste jusqu'aux années 1970-1980 et il a pu servir encore de référence et de pont pour les générations d'alors vers les positions de celle-ci. Aujourd'hui, sans quasiment aucune existence organisationnelle réelle et en grande partie sclérosé, il est indéniable qu'il est devenu un vecteur de l'idéologie démocratique au sein du prolétariat, permettant ainsi au gauchisme « moderne » de pouvoir se revendiquer de Rosa Luxemburg contre Lénine, de Pannekoek et du conseillisme. Les articles sur l'une et l'autre se multiplient dans les publications gauchistes, en particulier aux États-Unis et en Europe en essayant, entre autres, de les assimiler à... Gramsci³⁸.

Nous avons proposé des corrections politiques au rédacteur. Dans le cas où il n'aurait pas été convaincu de leur validité, nous lui avons indiqué que nous publierons l'article avec une présentation critique, ouvrant ainsi une confrontation publique. Dans un premier temps, le camarade a accepté quelques corrections qu'il a intégrées ; c'est la version que nous publions ici. Mais ensuite, après lui avoir exprimé nos remarques, le camarade a rompu du jour au lendemain tout lien avec notre groupe ; et sans donner de véritable explication à son geste, hormis un « sans doute vous sentirez-vous frustrés d'un argumentaire plus politique et qui pourrait être vecteur de dépassement ».

Malgré cette décision malheureuse et incompréhensible d'un point de vue militant, nous avons décidé de maintenir la publication de l'article. Car, il n'en reste pas moins que le drapeau de l'anti-capitalisme et du mouvementisme est toujours plus brandi par mouvements et partis gauchistes. De fait, nous assistons aujourd'hui à une adaptation, et une préparation, des forces politiques de gauche à l'exacerbation des antagonismes de classe produite par la crise. Ce faisant, au nom d'un soi-disant anti-capitalisme radical, le gauchisme se prépare à occuper le terrain des luttes ouvrières, à les saboter, et à les détourner sur le terrain démocratique que ce soit au nom de l'anti-racisme et des théories identitaires, comme on l'a vu aux États-Unis entre mai et décembre 2020 jusqu'à l'élection de Biden, ou de... l'auto-organisation ou assembléisme dans les luttes ouvrières elles-mêmes, comme on l'a vu lors de la mobilisation ouvrière massive en France de septembre 2019 à janvier 2020, et les deux mois de grève, principalement dans les transports, de décembre-janvier. L'heure est donc pour la Gauche communiste à encore plus de clarté et à la dénonciation la plus nette possible du caractère contre-révolutionnaire de toute forme de gauchisme. Surtout, ne pas baisser la garde !

Révolution ou guerre, avril 2021

37 . En particulier, Otto Rhüle, figure de proue du conseillisme, fit partie des quelques députés SPD à refuser les crédits de guerre à la bourgeoisie allemande, démontrant ainsi un internationalisme intransigeant, alors que Gramsci opta plutôt pour une position interventionniste plus ou moins assumée face à la guerre, trahissant dans les faits l'internationalisme.

38 . Par exemple, la revue américaine *The Jacobin* : <https://www.jacobinmag.com/2021/02/anton-pannekoek-socialist-history-lenin> : « Cependant, Pannekoek se distinguait de beaucoup d'autres "ultra-gauches" en prédisant que cette lutte révolutionnaire serait longue. D'une manière qui rappelle l'argumentation ultérieure d'Antonio Gramsci dans ses Carnets de prison. »

L'anticapitalisme gauchiste contre le prolétariat

Du mythe démocratique du communisme de conseils à la mystification démocrate du conseillisme (Benjamin)

Dans un précédent article de notre revue *Révolution ou Guerre* n° 17³⁹, nous avons dénoncé les *identity politics* et la théorisation de l'intersectionnalité comme production de la pensée dominante. Cet article sur l'anticapitalisme gauchiste, le communisme de conseils et le conseillisme aujourd'hui est avant tout le fruit de réflexions et de débats qui animent la discussion et la mise en lumière des contradictions qui traversent finalement l'histoire objective du mouvement ouvrier, il n'est donc pas en soi définitif ou sentencieux, il invite au contraire à prolonger le débat tout particulièrement au sein de la Gauche communiste. L'anticapitalisme gauchiste, dont la stratégie n'est autre que celle d'invalider la dimension de classe du prolétariat comme sujet historique de l'émancipation, se réduit à la dimension démocratique et identitariste de catégories sociologiques, dont la modernité s'exprime au travers d'une soi-disant expérimentation de luttes spécifiques (antiracisme, antifascisme, féminisme, écologie, décroissance, etc.) contre la lutte du prolétariat, contre l'auto-organisation de la classe. En ce sens, l'anticapitalisme gauchiste n'est autre qu'un appendice du camp bourgeois dont la stratégie doit être combattue, en même temps que sa dimension politique, par le prolétariat, par son auto-organisation et par son organe de classe centralisé, **le parti**. La mouvance anticapitaliste, si hétérogène soit-elle, par ses composantes trotskystes et anarchistes, ne résiste pas à la confusion entre antilibéralisme et anticapitalisme, elle trouve néanmoins son homogénéité dès qu'il est question de saper à la base, toute stratégie d'organisation visant à l'unité du prolétariat, toute stratégie de luttes ouvrières en tant que pratique politique révolutionnaire ; cette homogénéité est la définition historique de son appartenance au camp bourgeois, elle en est son expression gauchiste. Démocratie, pluralisme, véritable credo du fétichisme assembléiste qui caractérise l'anticapitalisme gauchiste et l'altermondialisme qui en est la dimension internationale (on comprendra aisément la différence que nous faisons entre dimension internationale et internationalisme, dans la première occurrence il s'agit d'un pur formalisme séparé de la dimension politique et stratégique de la classe, dans la seconde, c'est la classe, le prolétariat qui, sur le terrain de l'histoire, s'approprie et se définit comme classe émancipatrice et révolutionnaire sans distinction ou référence nationale), **le camp prolétarien** est

un tout organisé luttant pour la prise du pouvoir et non pour une redéfinition d'un droit améliorant les conditions de vie des exploités, sous-entendu que le capitalisme serait réformable et donc susceptible d'être humanisé ; les prolétaires savent que le capitalisme c'est le contraire de l'humanité et du libre épanouissement historique et égalitaire de tous et de chacun. L'humanité des prolétaires est la traduction pratique du combat qu'ils mènent contre la classe capitaliste pour l'édification de la société communiste, le prolétariat comme sujet historique internationaliste se subjective, se réalise dans et par la lutte des classes.

L'anticapitalisme gauchiste, véritable caution parlementaire ou extra-parlementaire de la gauche bourgeoise et conséquemment anti-prolétarien, se réduit à une conception organisationnelle teintée d'universalisme faisant référence à l'idéologie des droits de l'homme, dont les mots-clés sont : pluralisme et démocratie. Mais la démocratie n'a de sens que pour la domination, elle est historiquement liée à la classe bourgeoise et à son système capitaliste qui s'en accommode fort bien afin de perpétuer l'exploitation de la classe ouvrière ; la démocratie est aussi par glissement sémantique et par l'emploi diffus qui en est fait, une momification du contrat social que l'on traduit souvent par pluralisme. Le pluralisme est la caution morale de la démocratie, cette démocratie n'étant historiquement et politiquement que l'expression du règne absolu de la bourgeoisie, de la classe capitaliste. Nous avons dit hétérogénéité dans la forme mais homogénéité sur le fond, idéologies différenciées dans la forme (entre mille et un marxismes, keynésianisme et fédéralisme à la sauce libertaire) mais accord théorico-pratique autour du démocrate et du pluralisme ; tout cela est la véritable stratégie de l'anticapitalisme gauchiste où l'interclassisme, qui en est la pathologie et le poison, n'est pas seulement un coup porté contre le prolétariat, c'est aussi la négation pure et simple de la lutte des classes comme moteur de l'histoire. Une lutte économique se définit généralement par sa spécificité en termes de revendications ayant trait aux salaires, aux conditions de travail, etc., mais elle ne peut être réduite à cette simple dimension qui la sépare de son autre dimension qui elle, est politique. Si la lutte en cours, par son développement inégal, ne permet pas toujours de valoriser le contenu politique intrinsèque au combat que mène le prolétariat, il en est le principe et conditionne l'extension, l'expansion de celle-ci ; toute lutte économique est une lutte politique, toute lutte économique est un mouvement de la classe ouvrière en devenir pour son

39 . <http://www.igcl.org/L-intersectionnalite-une>
(L'intersectionnalité : une production idéologique de la pensée dominante)

émancipation. L'anticapitalisme gauchiste par ses différentes formes de stratégies parcellaires est au service de l'isolement catégorielle, identitariste ; en ce sens, il est mécaniquement acte de séparation et de réification des luttes. La mouvance anticapitaliste gauchiste est le bras armé de la bourgeoisie contre le prolétariat, elle est entièrement à son service.

Ainsi se définit la différence entre le parti du prolétariat, son programme, son rôle avant-gardiste de direction politique au sein même de la classe dont il ne peut-être séparé parce qu'il lui est dialectiquement relié, et le gauchisme anticapitaliste qui, au nom du démocratisme et du pluralisme, n'opère pas un dépassement stratégique des luttes sous couvert d'expérimentations particulières (comme si le particularisme pouvait être révolutionnaire), mais politiquement agit contre la classe, n'est pas sur le terrain des luttes ouvrières mais objectivement sur celui de l'État bourgeois. L'anticapitalisme gauchiste en tant que négation de la tâche historique du prolétariat, au nom du démocratisme et de son avatar pluraliste, se situe sur le terrain bourgeois de la séparation, il est de ce point de vue le champ de l'activité séparée des conditions objectives, c'est-à-dire de la dimension politique de classe dont la stratégie est la conquête du pouvoir par l'écrasement de l'État bourgeois et l'exercice de la dictature du prolétariat.

Après l'achèvement de l'expérience du mal nommé « socialisme réel », dont la traduction politique n'est autre que le stalinisme référant au socialisme dans un seul pays contre l'invariant marxiste universalisant l'internationalisme, le prolétariat se trouve confronté aux assauts féroces de la bourgeoisie, à sa stratégie d'éradication du communisme et des principes marxistes. Une véritable chape de plomb pèse sur la classe ouvrière et le délitement de ses possibilités organisationnelles va se concrétiser par l'émergence de nouvelles formes de contestations que la gauche du capital va mettre en place. Dans la continuité de l'éradication du communisme dès les années 1930 et le stalinisme qui en est la consécration, la bourgeoisie mondiale ne fera que parachever, au nom de la démocratie et des sacro-saints droits de l'homme, la destruction du corpus marxiste réduisant la lutte des classes à une forme désuète dont l'histoire doit être celle d'un passé devenu innommable. Le prolétariat, en tant que seule classe révolutionnaire et sujet historique de l'émancipation humaine, doit être réduit à une simple abstraction sociétale dont le concept repose sur l'interaction de différents facteurs de domination, lesquels, par leur multiplicité particulière et identitaire, ne renvoient plus à la lutte des classes et à l'affrontement violent qui doit caractériser la prise du pouvoir par le prolétariat mais à l'idéologie intersectionnelle (voir notre article sur l'intersectionnalité

RG#17).

Quelle que soit sa forme ou sa nomination (parti ou mouvement), l'anticapitalisme gauchiste par son culte quasi religieux de l'assembléisme est une instance où l'hétéroclite se conjugue avec la geste « unitariste ». Trotskystes, anarchistes, féministes, antifas, antiracistes, écologistes et autres éléments parfaitement intégrés de la gauche du capital, publicistes de la « réunionite » informelle et spontanée, de l'action locale et sans concertation centralisée, de la démocratie directe, etc., sont autant d'arguties gauchistes qui constituent le bréviaire des ténors de l'immédiatisme et de l'interventionnisme. « Nous voulons que le NPA soit pleinement démocratique, à l'image de la société que nous voulons. Cela suppose que chacune et chacun y trouve sa place, quel que soit le niveau de son engagement. Cela suppose que nous soyons à égalité pour décider, que les instances dirigeantes soient clairement mandatées et dûment contrôlées et révocables, qu'une formation politique soit organisée, **que la pluralité des points de vue soit garantie au même titre que le droit de la majorité à agir pour le compte de toutes et de tous.** »⁴⁰ Qu'il en soit donc ainsi des *Principes fondateurs du NPA* en France ou de toute autre organisation similaire de par le monde ne nous interroge nullement, et ne nous intéresse pas, constatons seulement que ce qui caractérisent cette ou ces organisations altermondialisées, c'est leur unité pour mener des actions anti-prolétariennes où l'identitarisme quand ce n'est pas l'individualisme sont facteur et raison du pluralisme et de la démocratie.

Le langage de la lutte des classes, et ce n'est pas anodin, doit disparaître au nom de la nouveauté événementielle, conjoncturelle, il y a cette classe ouvrière « qui n'a pas disparu mais qui est devenue invisible », et l'imprononçable dictature du prolétariat assimilée à la dictature stalinienne. Il en est ainsi de cette distorsion théorique animée par les jésuites de la modernité dont l'intellectualisme d'un « penser-agir » de mille et un marxismes n'est autre que l'abandon des principes marxistes, la rhétorique de « l'engagé intellectualisé » pour reprendre une formule qu'affectionnait le fondateur de la LCR et du NPA Daniel Bensaïd en est l'illustration.

S'il n'est pas dans notre intention de stigmatiser le militant anticapitaliste souvent habité par les meilleures intentions, il n'en demeure pas moins que l'anticapitalisme, tel que conceptualisé, ne s'instruit pas d'ineffables paradoxes mais relève d'une conception

40 . <https://nouveau-parti-anticapitaliste.org/node/2215> Principes fondateurs du NPA, 2009. Voir aussi les deux articles du CCI dont on ne peut que partager l'analyse : https://fr.internationalism.org/ri400/naissance_du_npa_nouveau_parti_anticapitaliste_ou_nouveau_parti_antiouvrier.html https://fr.internationalism.org/ri401/que_veut_le_npa_reforme_ou_revolution.html

paradigmatique construit sur l'apparence d'une unité introuvable d'où surgit l'artifice de l'unitarisme, **il est ouvertement dans sa pratique anti-prolétarien**. L'abstention qui depuis plusieurs années est exponentielle, le jeu des alternances politiques qui ne coïncide pas avec l'aspiration des « couches populaires », pour employer une terminologie bourgeoise renvoyant au positivisme sociologique ; une stratification formelle de la société civile, subsumée par *l'idéologie citoyenniste* (écologisme, féminisme, défense des services publics⁴¹ et donc de l'État omniscient, localisme, coopératives et autres idioties autogestionnaires, etc.), dénaturé de sa nature de classe, le prolétariat (peuple dans la bouche du gauchiste anticapitaliste mondain), devenu innommable en tant que classe et sujet révolutionnaire de l'émancipation humaine, se voit réduit à la seule contingence d'expérimentations formelles séparées.

L'anticapitalisme, comme production bourgeoise de la contestation par sa structuration informelle, coopte tout ce que le gauchisme (trotskystes, maoïstes, anarchistes, écolos décroissants, féministes, antifas, anti-racistes, etc.) et ses divers satellites associatifs développent en matière de stratégie ou plutôt d'interventionnisme dans les luttes. Que ce soit sur le terrain local par la revendication de la création de secteurs économiques avec une production de proximité, une *économie localiste* où production et distribution sont géographiquement déterminées dans le but de développer le commerce de proximité, le recentrage de l'activité autour du lieu de vie, ou que ce soit à l'échelle d'un pays, d'un continent et, au-delà, au niveau mondial. **Car il existe une dimension internationale de l'anticapitalisme, l'altermondialisme, cet « autre » monde des « nations unies », laquelle n'est pas une forme nouvelle de l'internationalisme mais exactement le contraire de l'internationalisme qui lui ne peut-être que prolétarien. À noter qu'il y aurait donc plusieurs mondes, l'anticapitalisme se donne l'apparence d'un universalisme naissant au service de tous les exploités.** Pour accompagner ce slogan maintes fois éprouvé « un autre monde est possible » et plus récemment « d'autres mondes sont possibles », sur le terrain nationaliste et de gauche (nationalisation, etc.), on fait guère pire que Mélenchon, le mouvementiste chauvin franchouillard. La référence coutumière est celle qui a trait à la Révolution française, au siècle des Lumières,

41 . La défense du service public est intrinsèquement liée à l'idéologie citoyenniste, elle lui est consubstantielle. Les droits du citoyen ne sont autres que la nomenclature dictatoriale de la pensée dominante, toujours au mépris des besoins réels et essentiels qui conditionnent la vie humaine. Le service public n'est rien d'autre que la fonction mécanique institutionnelle de l'organisation sociale qui réduit le *droit humain* à la simple expression du devoir envers l'autorité de l'État bourgeois.

et plus proche de nous aux déclarations du Conseil national de la Résistance (CNR) après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi l'altermondialisme est cette nébuleuse regroupant et la gauche radicale et ses scories gauchistes petites bourgeoises. Ce qui caractérise ce regroupement, c'est son unité contre le prolétariat au-delà des apparentes et fausses divergences d'un point de vue de classe et sa refonte consensuelle dans toutes les formes d'activisme et d'interventionnisme spectaculaires, notamment lors des sommets européens ou autres manifestations institutionnelles mondiales. Une définition simple et académique suffit à en comprendre le sens : « *L'altermondialisme désigne les mouvements promouvant l'idée qu'une autre organisation du monde est possible et qui, sans rejeter la mondialisation, se proposent de la réguler. L'hétérogénéité et la diversité des associations altermondialistes incite à parler davantage de mouvements altermondialistes au pluriel que de mouvement au singulier. De manière générale, le mouvement s'oppose au libéralisme économique et à la mondialisation économique des pratiques financières pour favoriser une économie plus sociale et mieux répartie. Ces revendications se traduisent par une recherche d'alternatives, globales et systémiques, à l'ordre international de la finance et du commerce. Marqué par une culture qui pourrait se rattacher à la tradition libertaire ou à l'écologie radicale, le mouvement oscille entre réformisme (par exemple à travers la revendication d'une Taxe Tobin proposée à la création d'Attac) et radicalisme.* »⁴²

S'il existe une unité fondamentale au sein de la mouvance anticapitaliste, c'est bien celle de se rassembler autour d'une stratégie anti-prolétarienne qui ne cache pas ses réelles intentions, la perpétuation du système capitaliste dont le développement ne se dissocie pas des réformes acquises de hautes luttes, une sorte de « capitalisme à visage humain ». « *Ainsi, les altermondialistes peuvent parler d'un autre monde sans même une seule fois faire référence à deux siècles de lutte et de construction théorique par la classe ouvrière à propos justement de cet autre monde.* »⁴³ (L'altermondialisation : un poison contre la perspective révolutionnaire, *Révolution Internationale* n° 339).

Expérimentation plutôt qu'expérience, cela confère à supprimer la dimension historique et du sujet révolutionnaire et de sa tâche principale, la prise du pouvoir et l'exercice de sa dictature. Cela confère à dénaturer le sens même de la lutte de la classe ouvrière en la subordonnant à l'économicisme, parangon des « alter » organisations et autres anticapitalistes à la solde de l'État bourgeois, cela renvoie aux poubelles de l'histoire la controverse entre réforme ou révolu-

42 . https://fr.wikipedia.org/wiki/Altermondialisme#La_formatio_n_du_mouvement

43 . <https://fr.internationalism.org/ri339/alter.html>

tion figeant le combat des exploités dans une dimension purement économique, la dénaturant de sa dimension politique ; cet « autre monde possible » des altermondialistes et autres anticapitalistes n'est rien d'autre que ce monde tel qu'il est, où l'on prêche plutôt que de combattre, où l'on s'enivre de discours « droits de l'homme », où l'on aspire à un retour à l'État providence et aux stratégies de nationalisation des secteurs les plus touchés par la crise. Les vieux remèdes staliniens, sous couvert de mesures protectionnistes, sont le terreau de cette gauche du capital. « *La revendication d'une "vraie gauche" peut ainsi s'y retrouver, et exploiter ses vieilles recettes, tout particulièrement la critique des excès du capitalisme, évitant de critiquer le capitalisme lui-même.* »⁴⁴

Le champ opérationnel et stratégique de l'altermondialisme et de sa composante anticapitaliste trouve généralement son expression la plus spectaculaire lors des sommets européens et autres forums sociaux, donc sur un terrain totalement bourgeois, qui n'est pas celui des luttes prolétariennes. En ce sens, il n'est pas le terrain de l'atomisation des luttes, mais de leur négation. L'émergence depuis plusieurs décennies de ce que les sociologues appellent *les nouveaux mouvements sociaux* (NMS), « *Dans un contexte marqué par le déclin de la figure classique du mouvement ouvrier, l'expression « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) désigne, à partir du milieu des années 1960, l'ensemble des formes d'action collective qui se développent en dehors de la sphère industrielle, suggérant une modification significative et généralisée des logiques de mobilisation. Le combat pour les droits des Noirs américains et la montée des revendications écologistes, régionalistes, féministes, pacifistes, étudiantes ou encore homosexuelles, semblent alors augurer, pour certains observateurs, une période caractérisée par l'émergence d'enjeux relativement spécifiques, opposés au système politique et social traditionnel. Les tenants de cette thèse mettent en avant un certain nombre de dimensions distinctives, au premier rang desquelles l'identité de ces acteurs, qui échappe en grande partie aux clivages de classes à partir desquels les conflits des sociétés industrielles ont été progressivement structurés et régulés depuis la fin du XIX^e siècle. Alors que l'axe droite-gauche est la traduction politique dominante de cette situation historique – qui constitue le cadre et la matrice du débat démocratique –, ces luttes se réfèrent à des principes différents et reposent le plus souvent sur un sentiment d'appartenance limité à un groupe particulier, dont les propriétés sont parfois définies de manière ascriptive. Fondées sur une communauté et une cause circonscrites, ces mobilisations cherchent généralement à préserver l'autonomie des acteurs concernés et à faciliter l'individuation des conduites...* »⁴⁵ Débarrassés de la

dimension « classiste », qui marque aux yeux des acteurs de ces NMS la fin et en fin de compte la négation de plus d'un siècle et demi de luttes ouvrières, dont la stratégie, classe contre classe orientait la lutte politique vers la prise du pouvoir par le prolétariat après l'anéantissement de l'État bourgeois, ces nouveaux mouvements sociaux ne sont rien d'autres qu'une stratégie de recentrage de la démocratie bourgeoise dans le débat et l'action où la classe émancipatrice et révolutionnaire, le prolétariat, se trouve reléguée, comme nous le disions plus haut, à l'expression d'un devenir citoyen dans le meilleur des mondes ; un capitalisme réformé, entendu que le capitalisme serait réformable et *in fine* la seule et unique possibilité d'évolution tant la démocratie et son corollaire parlementaire en seraient les garants. Il en va ainsi de la dénonciation de la financiarisation de l'économie, qui prend lieu et place de la critique globale de l'économie politique menée par Marx et Engels, rien d'autre qu'une volonté politique de la gauche du capital qui ne dit pas que la finance est une conséquence de la logique marchande et du travail abstrait. La multitude est l'expression de ces mouvements tels Occupy Wall Street, Podemos ou encore Nuits Debout sans oublier Syriza en Grèce, et quelle que soit leur forme organisationnelle, partis ou mouvements ; ils sont l'expression de l'offensive bourgeoise contre le prolétariat, classe révolutionnaire, ils parachèvent par la revendication d'un droit et d'une conscience citoyenne, la mystification démocratique au service du parlementarisme et ce, jusque dans la participation aux élections sous couvert d'une saisie du réel qui ne vient pas de la classe mais du jeu institutionnel permettant cette contestation, y compris parfois jusque dans ses débordements violents. Là où l'éveil historique du prolétariat révolutionnaire dans sa lutte pour la prise du pouvoir est l'unique condition du renversement du capitalisme, l'anticapitalisme, quand bien même se réclame-t-il du peuple et parfois de la classe, n'est qu'une pure mystification dont la seule stratégie coïncide avec la défense du capital. La question de l'émancipation, si présente dans les discours lénifiant de la gauche dite radicale et ses satellites gauchistes alter et autres, trotskystes et anarchistes écolos décroissants, n'échappe pas à cette autre question, « *de quelle émancipation s'agit-il ? Quelles conditions découlent de la nature de l'émancipation réclamée ?* », pour reprendre les termes de Marx dans *La Question juive*, même si l'occurrence réfère à l'assimilation citoyenne du juif, elle n'en pose pas moins la centralité de l'émancipation humaine **que seule l'émancipation politique peut garantir, émancipation réelle des prolétaires.** Il en va ainsi de la reconnaissance consciente de la classe comme sujet révolutionnaire historiquement détermi-

44 Ibid.

45 . Dictionnaire des mouvements sociaux, Nouveaux mouvements sociaux, Didier Chabanet, 2020, pp. 403 à 410.

né par les conditions objectives.

Néanmoins, et dès lors qu'il ne s'agit pas d'une simple posture mais d'une analyse argumentée des diverses et confuses stratégies de la sphère anticapitaliste, la suite de cet article se donne pour ambition, non pas de reformuler une histoire des différentes expériences conseillistes du mouvement ouvrier, ce n'est pas l'objet de celui-ci, mais d'aborder la dimension critique développée par la Gauche communiste, et notamment le CCI dans les années 1980, afin de soulever cet autre question qui n'est pas des moindres : la dénaturation des frontières de classe et le glissement sémantique et pratique vers la mystification assembléiste et son corollaire anarchiste, véritable poison de la classe ouvrière⁴⁶.

Le mythe démocratique du communisme de conseils

Le communisme de conseils est une composante de l'histoire objective de la Gauche communiste. Si l'objet du développement qui va suivre n'est pas de retracer l'histoire critique des différents débats contradictoires, qui depuis des décennies opposent ce que nous appelons « conseillistes » et « partidistes », ne retenant que le manichéisme d'un tout ou rien, au moins sommes-nous obligés de cerner dialectiquement l'insuffisance d'une telle approche conduisant aux pires aberrations théoriques. L'argutie ne peut qu'alimenter le sophisme si cher aux ennemis du prolétariat dont la seule ambition est d'instiller le poison du démocratisme à l'organisation de la classe en la renvoyant à l'illusion de sa propre conscience en tant que séparée et donc en la séparant de son devenir historique. Il s'agit de l'illusion d'une spontanéité de la conscience indépendante s'appuyant sur le particulier et le parcellaire au détriment d'une analyse globale qui vise le but final et dont la saisie elle-même se fait par la lutte politique du prolétariat. Le conseillisme en tant qu'expression particulière et particularisante est un obstacle au développement de la conscience, il est une défiguration de la possibilité de cette conscience dont le mouvement général s'inscrit dans la nécessité objective du rassemblement du camp prolétarien comme un tout, une appropriation en soi et pour soi de la classe par la classe ; la réalisation d'une subjectivité historique se connaissant pour elle-même et par elle-même.

L'origine de la stratégie conseilliste **ou plutôt communisme de conseils** (nous verrons plus bas que le conseillisme est et constitue la dimension idéologique du communisme de conseils) est étroitement liée à

46 . À noter que le CCI d'aujourd'hui, sclérosé par sa théorie de la décomposition et qualifiant de parasites ceux qui en dénoncent l'imposture théorique et intellectuelle, a tourné le dos au CCI des années 1980.

l'expérience de la révolution allemande en 1919 ; les révolutionnaires conscients de l'opportunisme des syndicats et de la social-démocratie ouvertement passés dans le camp de la bourgeoisie ont consciemment et pratiquement organisé leurs organes de lutte en se réappropriant et en définissant les frontières de classe nécessaires à la stratégie du renversement du capitalisme par l'insurrection et l'exercice de la dictature du prolétariat sous la direction politique de l'organisation, le parti. « ...la réappropriation seulement sous un angle théorique des positions de classe ne suffit pas. Sans une conception claire de l'organisation révolutionnaire, tous ces groupes et individus sont condamnés au néant ... Il ne suffit pas de se proclamer révolutionnaire en paroles et de façon individuelle, il faut encore défendre – collectivement – les positions de classe dans un cadre organisé. La reconnaissance de la nécessité d'une organisation ayant une fonction indispensable dans la classe et fonctionnant comme un corps collectif, centralisé est la condition première de tout travail militant. Toute hésitation ou incompréhension sur la nécessité d'une organisation est sanctionnée terriblement par la désagrégation. Cela vaut en particulier pour les groupes "conseillistes" aujourd'hui. »⁴⁷

Tenter de critiquer le communisme de conseils sans critiquer le mythe de l'expérimentation démocratique, c'est tout simplement se soustraire aux principes marxistes qui définissent le combat de la classe dans les termes d'une rupture radicale avec tout ce qui pouvait continger l'ancien monde. La révolution prolétarienne abolit non seulement les anciens rapports sociaux, elle abolit de même toute illusion d'une organisation sociale dont le principe démocratique, tel qu'historiquement éprouvé dans la lutte des classes, serait le garant du libre épanouissement de chacun parce qu'étant le libre épanouissement de tous, la domination bourgeoise ne garantit que le libre épanouissement de sa domination sur l'immense majorité. S'il y a rupture, et il y a, l'organisation des conseils se fourvoie en se réappropriant le démocratisme comme mode de fonctionnement et *in fine* ne peut que reproduire les conditions aliénantes de l'ex-

47 . <https://fr.internationalism.org/rinte37/gall.htm> (La conception de l'organisation dans les gauches allemande et hollandaise). Le lecteur se reportera à notre prise de position, dans ce même numéro, concernant la plateforme du CCI adoptée lors de son premier congrès en 1976, il appréciera dans sa juste mesure en quoi le CCI se disqualifie quant à une critique du conseillisme (et ce bien avant ses élucubrations spéculatives sur le parasitisme couronnées par sa théorie de la décomposition), en quoi, comme nous le soulignons, cette organisation dans l'incapacité de dépasser ses faiblesses congénitales reste engluée dans le marasme de son aveuglement qui le conduit à réduire la nécessité du parti à une simple dimension rhétorique et convenue ; en quoi le CCI a été incapable de s'approprier la critique communiste de la gauche italienne sur la nécessité du parti et la direction politique de celui-ci en tant qu'avant-garde la plus consciente du prolétariat.

pression de la lutte ouvrière assujettie à une conception bourgeoise de son épanouissement, notamment en revendiquant des droits dont la légitimité ne remet pas en cause le système capitaliste, écoutons Lénine : « D'autre part, les ouvriers savent très bien que la liberté de réunion, même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase vide de sens, puisque les riches possèdent les meilleurs édifices publics et privés, ainsi que le loisir nécessaire pour se réunir sous la protection de cet appareil gouvernemental bourgeois. Les prolétaires de la ville et de la campagne et les petits paysans, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, ne possèdent ni l'un ni l'autre. Tant qu'il en est ainsi, l'égalité, c'est-à-dire la démocratie pure est un leurre. Pour conquérir la véritable légalité, pour réaliser vraiment la démocratie au profit des travailleurs, il faut préalablement enlever aux exploiters toutes les riches demeures publiques et privées, il faut préalablement donner des loisirs aux travailleurs, il faut que la liberté de leurs réunions soit protégée par des ouvriers armés et non point par les officiers hobereaux ou capitalistes avec des soldats à leur dévotion.

C'est seulement alors que l'on pourra, sans se moquer des ouvriers, des travailleurs, parler de liberté de réunion et d'égalité. Or, qui peut accomplir cette réforme, sinon l'avant-garde des travailleurs, le prolétariat, par le renversement des exploiters et de la bourgeoisie ? » [...] « Une autre erreur théorique et politique des socialistes, consiste à ne pas comprendre que les formes de la démocratie ont constamment changé pendant le cours des siècles, depuis ses premiers germes dans l'antiquité, à mesure qu'une classe dominante était remplacée par une autre. Dans les anciennes républiques de la Grèce, dans les cités du moyen-âge, dans les pays capitalistes civilisés, la démocratie revêt des formes diverses et un degré d'adaptation différent. Ce serait la plus grande sottise de croire que la révolution la plus profonde dans l'histoire de l'humanité, que le passage du pouvoir, pour la première fois au monde, d'une minorité d'exploiteurs à la majorité d'exploités, puisse se produire dans les vieux cadres de la démocratie bourgeoise et parlementaire, puisse se produire sans brisures nettes, sans que se créent de nouvelles institutions incarnant ces nouvelles conditions de vie, etc. »⁴⁸

La véritable question implique de penser la démocratie bourgeoise, non comme une méthode de fonctionnement indifférencié, adaptable en tout point et universellement reconnu comme tel (démocratie participative, directe et même démocratie populaire, référence faite au stalinisme, qu'elle soit de forme libérale ou étatique), mais de la penser comme stratégie de la bourgeoisie, comme dictature de la classe dominante, c'est-à-dire comme négation de la démocra-

tie en droit et en fait pour les dominés, les exploités ; c'est au nom de la démocratie, de l'égalité et de la liberté que les capitalistes envoient des millions de travailleurs se faire massacrer sur les fronts de guerre.

Nous partons du principe marxiste que tout sujet se réalisant historiquement doit se supprimer, le prolétariat, la classe révolutionnaire a pour tâche politique de réaliser le communisme et c'est par le dépérissement de l'État pendant la période de transition et l'exercice de sa dictature qu'il crée les conditions de la société sans classes et donc les conditions de sa propre disparition en tant que classe. Ce qui est la formule de cette réalisation du communisme est la formule d'une praxis (développement de la tactique et de la stratégie révolutionnaire marxiste), c'est le programme communiste. La dictature du prolétariat n'est pas seulement la seule nécessité d'après la prise du pouvoir par la classe, elle est en amont l'outil de lutte qui définit dialectiquement le rapport de la classe et de sa direction politique, le parti. La question n'est donc pas d'être antidémocrate ou démocrate mais de renvoyer la « catégorie démocratie » à son propre développement historique, politique et sémantique, d'en finir avec cette figure d'un logos indépassable. C'est s'abuser de mots que de parler de démocratie se réalisant par la conquête politique du pouvoir alors que la seule conquête n'est pas tant une transition de type démocratique, quand bien même elle prendrait le nom de démocratie ouvrière, mais l'instauration des conditions de la disparition de cette forme de pseudo universalisme qui est remplacée, parce que dépassée, par le communisme enfin réalisé, ou ce que Marx nommait *Gemeinwesen*, la communauté humaine enfin réalisée. La seule réalité de la période de transition, c'est la dictature prolétarienne, la seule réalité organisationnelle des conseils, c'est l'exercice de la dictature du prolétariat sous la direction du parti communiste. Dans la dictature du prolétariat, le communisme n'est pas réduit à son devenir, il est déjà conscience de son devenir, **le mouvement qui le produit est déjà le moment de sa possibilité**. Cela signifie que les communistes présents dans tous les soviets ou conseils ouvriers ont pour tâche d'en assumer la direction afin d'exacerber les contradictions internes en vue de leur dépassement, seul le parti, en tant qu'organisation centralisée et émanation de la classe à son degré le plus conscient et donc le plus avancé, est en capacité de maintenir les principes programmatiques révolutionnaires, les invariants marxistes. Il n'y a pas d'extériorité du parti à la classe, le parti est dans la classe et représente la plus haute expression consciente des enjeux et de la stratégie dans la période révolutionnaire.

L'histoire objective du communisme de conseils et l'idéologie conseilliste, qui en est une émanation, est

48 .
<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1919/03/19190304.htm> Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne, Lénine, 4 mars 1919.

dès l'origine victime de ses propres faiblesses et la récupération gauchiste du conseilisme aujourd'hui en est un des symptômes. La confusion et la saisie mécanique du rapport parti-classe ont conduit aux pires aberrations théoriques, considérant que la classe organisée en conseils sur le mode d'une forme de démocratie glorifiant la spontanéité des masses réalisait ainsi la démocratie ouvrière. Le pas était franchi pour défaire l'organisation centrale de sa tâche principale, être la direction politique du prolétariat par l'intervention des communistes dans ces mêmes conseils et apporté à la classe une stratégie fidèle aux invariants marxistes. C'est cette saisie mécanique qui fit dire que le parti est en dehors de la classe, et que son avant-garde constituée n'est représentée que par quelques intellectuels qui ne font que théoriser l'action, la réduisant à une simple dimension exécutoire de principes figés. Ce sont ces mêmes faiblesses qui ont conduit à une fausse interprétation du *Que faire ?* de Lénine, n'y voyant que l'élaboration d'une direction séparée de son objet révolutionnaire au point d'en falsifier l'intention, au point de disqualifier l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et la transformer en une sorte de direction quasi militaire « ... Le parti marxiste ne saurait, d'autre part, ramener la question de l'insurrection à un complot militaire... » Lénine n'argumente que dans ce sens, sur la nécessité de l'organisation centralisée et la non moindre nécessité de rassembler le camp prolétarien. « Ces accusations proviennent d'un double malentendu. D'abord, l'on connaît si mal chez nous l'histoire du mouvement révolutionnaire que toute idée concernant une organisation de combat centralisée et déclarant résolument la guerre au tsarisme, est taxée de "narodovolisme". Mais l'excellente organisation que possédaient les révolutionnaires de 1870-1880 et qui devrait nous servir de modèle à tous, a été créée non point par les partisans de la "Narodnaïa Volia", mais par les zemlévoltsy, qui se sont ensuite scindés en tchéropériédiltsy et en narodovoltsy. Ainsi donc, voir dans une organisation révolutionnaire de combat un héritage spécifique des narodovoltsy est absurde historiquement et logiquement, **car toute tendance révolutionnaire si elle vise sérieusement à la lutte, ne peut se passer d'une organisation de ce genre.** Cela n'a pas été la faute, mais au contraire le grand mérite historique des narodovoltsy, de s'être efforcés de gagner tous les mécontents à leur organisation et d'orienter celle-ci vers la lutte décisive contre l'autocratie. Leur faute a été de s'appuyer sur une théorie qui, au fond, n'était nullement révolutionnaire, et de n'avoir pas su ou de n'avoir pas pu lier indissolublement leur mouvement à la lutte de classe au sein de la société capitaliste en développement. **Et seule l'incompréhension la plus grossière du marxisme (ou sa "compréhension" dans l'esprit du "strouvisme") pouvait amener à croire que la naissance d'un mouvement ouvrier de masse spontané nous libère de l'obli-**

gation de créer une organisation révolutionnaire aussi bonne, incomparablement meilleure que celle des zemlévoltsy. Au contraire, ce mouvement, nous impose précisément cette obligation, car la lutte spontanée du prolétariat ne deviendra une véritable "lutte de classe" du prolétariat que lorsqu'elle sera dirigée par une forte organisation de révolutionnaires (c'est nous qui soulignons). »⁴⁹ Une relecture de *Que faire ?* n'est jamais une perte de temps.

Clore cette première partie concernant le communisme de conseils sans évoquer la polémique Luxemburg-Lénine serait une erreur, tant celle-ci a pu alimenter les palabres gauchistes faisant de Rosa la théoricienne du spontanisme des masses et très abusivement l'égérie du communisme de conseils, et de Lénine l'infâme hyper centralisateur partidiste à l'esprit de caserne. La problématique du texte de Lénine traite de l'opportunisme et de la scission avec les mencheviks, mais au-delà elle soulève la question du parti et de la direction politique de celui-ci, le lecteur pourrait penser que cela nous éloigne de la question du conseilisme, mais voir les choses ainsi serait réducteur, les implications de ce texte dépassent de loin leur propre objet et posent la problématique d'une direction centralisée face à la déroute d'une forme de spontanéité que développe Rosa Luxemburg. C'est dans son article *Questions d'organisation de la social-démocratie russe*⁵⁰, que Rosa Luxemburg fait un commentaire critique et acerbe de *Un pas en avant, deux pas en arrière*⁵¹ de Lénine, critiquant les principes organisationnels préconisés par Lénine dans la lutte que le parti doit mener contre l'opportunisme. Il n'est pas question dans notre article de rentrer dans les détails de cette controverse, mais elle intéresse celui qui se penche sur la problématique du conseilisme et contredit le manichéisme a-historique et dialectiquement inconséquent, à savoir conseilisme ou parti. Lorsque reprochant à Lénine une approche essentiellement mécaniste du développement du parti contraint de lutter contre l'opportunisme par une stratégie imposant une discipline ferme à l'intérieur de celui-ci, Rosa Luxemburg n'est-elle pas elle-même dans sa contradiction victime d'un procédé mécaniste ? Résolument opposée à la dimension « disci-

49 . <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200v.htm> *Que faire? IV. le travail artisanal des économistes et l'organisation des révolutionnaires*, Lénine, 1902.

50 . https://www.marxists.org/francais/luxembur/c_et_d/c_et_d_1.htm (partie 1)
https://www.marxists.org/francais/luxembur/c_et_d/c_et_d_2.htm (partie 2)

51 . <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1904/05/vil19040500.htm>

plaine » dans la période, elle la qualifie de contre-productive en l'espèce de la position de Lénine et des bolcheviks, elle dénonce une mesure purement formelle réduite aux seuls principes statutaires que le mouvement historique ne peut que disqualifier. Ainsi pose-t-elle la question du développement de la conscience soulignant que celui-ci est inséparable des dynamiques prolétariennes dans les luttes, que les fluctuations de ces luttes sont concomitantes au développement de cette conscience ; il n'y a rien de choquant dans cette affirmation et sans doute pourrions-nous nous en instruire, mais cela dénote d'une analyse insuffisante. La dynamique prolétarienne ne peut être séparée du but inéluctable qui la caractérise, le communisme, la lutte en elle-même, au moment où elle a lieu, ne peut être seulement considérée comme un fait ponctuel relativisé par sa dimension, l'ampleur de ses revendications, elle est un moment du combat qui conduit à l'émancipation du prolétariat et l'exercice de sa dictature. Il y a donc dans l'argument de Rosa Luxemburg une dimension réductionniste considérant le développement de la conscience et l'hétérogénéité de celle-ci en fonction des seules conditions objectives de la période, des situations particulières inhérentes au développement inégal du capitalisme. Tout cela aussi n'est pas faux, mais en quoi est-ce réducteur ? En quoi seules les conditions objectives ne déterminent pas la conscience du prolétariat, la conscience de classe, conscience de la conscience dans la classe. Pour comprendre cela, il n'est pas question de référer à une métaphysique de la conscience subordonnant l'analyse à la spéculation abstraite, mais de penser la substance de la classe non comme catégorie sociologique mais comme catégorie politique dont la réalité stratégique repose sur son organisation et la conscience internationaliste qui la caractérise, nécessité oblige : seule la dimension partidiste répond à cette problématique. Le moment du parti est aussi le moment de la classe, pour le premier comme avant-garde dans sa dimension organisationnelle en tant que direction politique, pour le second, non pas comme simple exécutant d'ordres venus d'en haut, mais comme dimension revitalisante du moment de l'indissociabilité de la lutte du prolétariat et de son organisation centralisée. Le parti n'est pas extérieur à la classe, il en est le principe organisationnel garant des invariants marxistes, c'est-à-dire du contenu politique auquel la classe est organiquement liée. À la conclusion de Rosa Luxemburg, laquelle doit être considérée avec beaucoup d'attention, c'est-à-dire en ne la séparant pas de son contexte comme le font gauchistes et autres anarchistes : « *Les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur "comité central"* ». », ajoutons ces

quelques lignes de Lénine en réponse à Rosa Luxemburg : « *La camarade Luxemburg dit que selon moi " le Comité central est le seul centre actif du Parti ". En réalité, ce n'est pas exact. Je n'ai jamais soutenu cette opinion. Au contraire, mes contradicteurs (la minorité du II^e Congrès du Parti) m'accusaient dans leurs écrits de ne pas suffisamment défendre l'indépendance, l'initiative du Comité central et de trop le subordonner à la rédaction de l'organe central à l'étranger et au Conseil du Parti [...] Elle ne fait que répéter des phrases, tout bonnement, sans se donner la peine de démêler leur signification concrète. Elle menace de diverses horreurs, sans avoir étudié le fond réel de la controverse. Elle m'attribue des lieux communs, des principes et des propos rebattus, des vérités absolues, et s'évertue à passer sous silence les vérités relatives, basées sur des faits très précis, et que j'applique exclusivement. Et elle se plaint encore de poncifs, et en appelle à la dialectique de Marx. Or, justement, l'article de l'estimée camarade contient uniquement des poncifs imaginaires, justement son article contredit l'abc de la dialectique. »⁵²*

La mystification démocrate du conseillisme

La figure de Gramsci, et de son ordinovisme, est aujourd'hui une figure légendaire et charismatique pour tous les chantres gauchistes, anarchistes et autres apologistes du conseillisme. Il est toutefois politiquement nécessaire et juste de distinguer le communisme de conseils comme stratégie politique de la gauche germano-hollandaise affirmant clairement les frontières de classes et le conseillisme gramscien qui se réduit à la dimension du conseil d'usine où seul l'immanentisme est vecteur de conscience (la conscience n'est pas le résultat du dépassement des contradictions mais la dimension d'une idéalité absolue dans laquelle l'expérience se reconnaît elle-même comme principe de cette absoluité, la saisie du réel n'est autre que la saisie de la conscience quasi-révlée au sens théologique du terme) ; ce bouillon de culture du démocrate et de l'expérimentation localiste, où l'immédiatisme se conjugue avec l'assemblisme aux milles vertus interclassistes. Tous les ingrédients de la collaboration de classes y sont réunis sous divers vocables tels que : autogestion, démocratie avancée, conseillisme antiparti et tout cela dans la lumière radieuse de mille et un marxismes si chère aux trotskystes sans oublier le fétichisme autogestionnaire, véritable Graal des libertaires et autres anarcho-conseillistes. Mythe conseilliste, n'en doutons pas, mais aussi mystification démocrate au service de l'idéologie conseilliste petite bourgeoise animée par la seule contingence de l'évolutionnisme, de la transformation graduelle, voire de la prise du pouvoir qui se

52 .

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1904/09/vil19040915.htm> (Réponse de Lénine à Rosa Luxemburg)

rait l'acte sublime de la spontanéité des masses ; autant d'incuries politique et stratégique qui caractérisent la dimension mouvementiste des luttes atomisées par le discrédit de l'organisation centralisée de la classe, le parti, par la répudiation du prolétariat lui-même en tant que conscience de la classe et sujet révolutionnaire. « On peut véritablement dire que Gramsci a synthétisé et formulé avec le plus grand relief, à des moments successifs, les aspects respectivement gauchiste, centriste et droitier de l'opportunisme (immédiatisme), aspects qui néanmoins s'impliquent réciproquement et donc coexistent en puissance. On comprend facilement que les «historiographes» se soient tant disputé le "vrai Gramsci" (revendiqué aussi bien par les staliniens que les déstalinisateurs, par les trotskistes, les anarchistes, les sociaux-démocrates, les libéraux-socialistes, les radicaux...) réussissant chaque fois à présenter l'image d'un Gramsci "différent" par le ton, l'accentuation, les propositions particulières, mais **toujours et nécessairement** caractérisé,

dans toutes ces interprétations, par le **démocratisme** et le **concrétisme** pragmatiste et volontariste. » (<http://www.sinistra.net/lib/upt/prcomi/rope/ropemsebof.html> Programme communiste n° 71, 1976) Le conseillisme aujourd'hui (et la roséole anarchiste qui en est le tissu) de par sa dimension démocrate et par le culte de l'assembléisme est, de fait, une porte d'entrée pour l'infantilisme gauchiste : l'anticapitalisme d'aujourd'hui et son altermondialisme en est l'expression achevée, il doit être combattu comme un véritable poison par la classe. La Gauche communiste confrontée à son histoire objective par l'expression historique de la gauche germano-hollandaise et de la gauche italienne doit mener le combat contre le conseillisme qui aujourd'hui est devenu l'allié et la porte d'entrée à la pénétration du mouvementisme de l'anticapitalisme gauchiste et se réapproprié l'invariance du marxisme développée par la Gauche italienne, la seule qui a su mener un véritable combat révolutionnaire, qui fut et est de toutes les barricades.

Benjamin , avril 2021

Brochures des CI-Klasbatalo et de la FICCI (commande à intleftcom@gmail.com)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes - Klasbatalo).

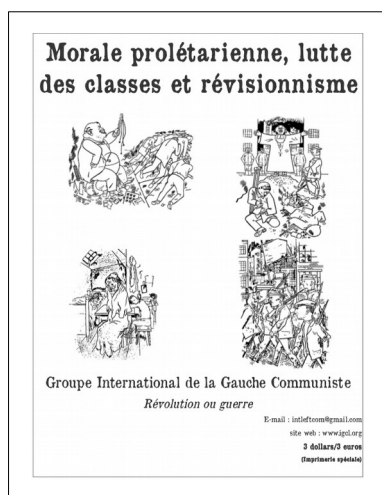
La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI).

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI).

La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI).

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC).



• La revue Révolution ou Guerre en français est en vente aux endroits suivants :

- Canada (Québec)
- Librairie Fleury 1169 rue Fleury est, Montréal
- Le Port de Tête 262, avenue du Mont-Royal Est, Montréal H2T 1P5
- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Coop Édouard-Montpetit 945 Chemin Chambly, Longueuil
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield

• France

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

• La revue Révolution ou Guerre en anglais est en vente aux endroits suivants :

- Hongrie
- Gondolkodo Logodi utca, 51 H-Budapest-1012

• Royaume-Uni

- Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

• États-Unis

- May Day books
- 301 Cedar Avenue
- Minneapolis, Minnesota.

• La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #17 (janvier 2021)

Au milieu de la confusion généralisée, la boussole de la lutte prolétarienne
Élection de Biden : un succès des campagnes démocratiques, identitaires et anti-racistes
États-Unis : le racialisme de gauche comme arme du sabotage syndical (GCCF)
« L'intersectionnalité » : production idéologique de la pensée dominante
Le combat de la Gauche communiste contre le « gramscisme »
À propos du livre de la TCI *Gramsci entre marxisme et idéalisme*
Prise de position sur la plateforme 2020 de la Tendence Communiste Internationaliste
Correspondance sur les thèses de 1946 d'*Internationalisme* sur la nature de l'État

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communiste" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

• Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.